



THÈSES SUR LE
COVID-1984

SUIVI DE

SUR LA NEF DES FOUS

Thèses sur le Covid-1984

suivi de
Sur la nef des fous

Tesi sul Covid-1984, paru dans *i giorni e le notti*, n° 13, juillet 2021, et publié en français dans *La Caverne d'Ali Babel - Bulletin de correspondances anarchistes*, n°1, novembre 2021.

Sulla nave dei folli, paru sur ilrovescio.info le 8 novembre 2021.

Pour toute commande :

covid-1984@riseup.net

THÈSES SUR LE COVID-1984

Quand on me présente quelque chose comme un progrès, je me demande avant tout s'il nous rend plus humains ou moins humains.

George Orwell

Les actions les plus inhumaines sont aujourd'hui des actions sans hommes.

Günther Anders

I. VÉRITÉS CACHÉES À LA SURFACE

« Comment ont-ils fait pour ne pas s'en rendre compte et pour accepter tout ça ? ». Voilà ce que se demanderont les lecteurs des livres d'histoire et les spectateurs des films qui, d'ici quelques décennies, raconteront les nombreux mensonges qui ont accompagné l'épidémie de Covid-19 et justifié les projets de domination réalisés sous prétexte de la combattre. Ces observateurs posthumes se rangeront alors confortablement *du côté de la vertu*, comme cela nous arrive quand nous lisons un livre sur la lutte antinazie ou que nous regardons un film sur la rébellion antiesclavagiste.

Soixante-dix ans après les événements liés à la grippe dite « espagnole », a été publié quelque chose qui ressemble à une reconstruction approfondie et véridique de la diffusion et de l'impact que celle-ci a eu. On pourrait argumenter que les raisons d'un tel retard sont liées à la spé-

cificité d'une pandémie qui conclut plus tragiquement encore cet effroyable massacre que fut la Première Guerre mondiale ; mais aussi au poids qu'eurent sur les contemporains et sur les générations successives les mailles d'aciers de la censure militaire (comme on le sait, la qualification d'*espagnole* dérive du fait que seule la presse neutre d'Espagne pouvait en parler librement). Mais sommes-nous certains que le borborygme de sources actuel, associé au discrédit préventif et féroce qui a frappé et qui frappe toute analyse non alignée, ne sera pas lui-même considéré comme une cage de silicium par les futurs historiens ? À seulement un an de distance du début du Covid, la profusion d'articles scientifiques publiés dans les revues en lignes est tellement démesurée que l'on a recours à l'Intelligence Artificielle pour les analyser. De quoi ces historiens se diront-ils suffisamment sûrs ?

Il est probable que les meilleurs

d'entre eux se diviseront et se disputeront – comme cela est déjà arrivé pour des événements historiques bien plus importants, comme la colonisation des Amériques ou le nazisme – à partir de deux approches : une approche *fonctionnaliste* et une autre *intentionnaliste*, avec par la suite d'autres historiens qui chercheront une synthèse entre les deux positions. L'approche fonctionnaliste privilégie l'analyse des dynamiques sociales ; celle intentionnaliste accorde une plus grande importance aux valeurs et aux programmes déclarés des élites. L'extermination des populations amérindiennes a-t-elle été un projet délibéré, ou bien ce fut le résultat d'un ensemble de causes concomitantes (parmi lesquelles la diffusion involontaire, de la part des *conquistadores*, de maladies létales pour les indigènes a joué au moins autant que la représentation, fournie par la doctrine catholique, des natifs comme des peuples privés d'âmes) ? La destruction des juifs a-t-elle été le résultat d'une mobilisation totale de forces et d'appareils industriels et bureaucratiques, ou bien ce fut la réalisation d'un programme de parti clair dès le début ?

C'est bien connu, à partir des mêmes sources historiques, jamais exhaustives, les interprétations peuvent diverger sérieusement, car elles ne sont jamais séparables de la subjectivité heuristique, éthique et politique de l'historien. Un historien libéral, par exemple, qui voit le nazisme comme une parenthèse monstrueuse à l'in-

térieur du progrès du XXe siècle, sera amené à expliquer les chambres à gaz à partir de la folie antisémite plutôt que comme une *solution* produite par un appareil technique et bureaucratique dans les *tempêtes d'acières* d'une guerre inter-impérialiste particulièrement cruelle. Autrement, les accusés de sa Nuremberg personnelle n'auraient pas seulement été les chefs nazis, mais aussi les dirigeants industriels et un grand nombre d'autorités scientifiques (et les responsabilités des usines concernant l'extermination traverseraient l'océan, frappant en plein cœur le colosse IBM...) À l'inverse, il tendra à estomper tout ce qui confère à la colonisation anglaise de l'Amérique du Nord la moindre *intentionnalité* d'extermination. Un admirateur de la démocratie états-unienne peut-il soutenir, en tant qu'historien, son origine génocidaire ?

La critique révolutionnaire s'est approprié les explications fonctionnalistes des phénomènes historiques. Non seulement parce que l'analyse matérialiste est toujours multifactorielle (raison heuristique), mais aussi parce que (raison politico-éthique) les lectures intentionnalistes finissent plus ou moins volontairement par disculper le système social, en faisant de l'horreur l'exception et non la règle, en transformant certaines formes d'oppressions et en faisant passer des dynamiques structurelles pour des pathologies politiques.

Toutefois, entre anarchistes et marxistes, et à l'intérieur même de ces deux courants du mouvement

prolétaire, il y a toujours eu un conflit à propos de ce qui est véritablement structurel et de ce qui, d'une certaine manière, en dérive (et qui plus est, à propos du degré d'autonomie qu'ont ces éléments dérivés). Pour le dire schématiquement, selon les anarchistes le pouvoir ne coïncide pas avec le profit, et c'est le commandement qui produit le privilège, plutôt que le contraire. Il y a des moments historiques où la volonté de puissance et son intentionnalité politique excèdent la dynamique de l'accumulation capitaliste. Le nazisme en est justement un exemple flagrant. La solution finale était poursuivie même quand sa logistique retirait toujours plus de ressources à la machine de guerre allemande. Pourquoi ? En raison d'une sorte de ligne droite entre les pages de *Mein Kampf* et les chambres à gaz ? Non, mais parce que c'était le résultat fonctionnel de l'ensemble de la machine techno-bureaucratique, qui avait fait de l'antisémitisme son *carburant*. Si, à l'inverse, on se limite à observer la dynamique des « forces impersonnelles du capital » (privées donc d'une intentionnalité politique autonome), la destruction de main-d'œuvre exploitable s'avère être un gâchis non fonctionnel, donc difficilement explicable.

La critique révolutionnaire du complotisme a elle aussi quelque chose à voir avec le fonctionnalisme et l'intentionnalité. Pendant longtemps, le terme complotisme (ou *vision policière de l'histoire*) désignait toute

explication qui, sans rendre compte de la dynamique des conflits politico-sociaux, ramenait les causes des événements historiques aux plans plus ou moins dissimulés d'une élite, ou bien aux manœuvres de lobby occultes, de la police ou des services secrets. La thèse fasciste de la loge judéo-maçonniques qui gouverne le monde, ou bien celle stalinienne selon laquelle les groupes qui ont pratiqué la lutte armée en Italie étaient téléguidés par les appareils déviés de l'État, font partie des exemples les plus connus. Dans tous les cas, le complotisme était une arme *contre* les mouvements. En effet, aucun homme d'État ni aucun journaliste n'ont jamais qualifié de complotistes ceux qui soutenaient que les Brigades Rouges étaient manœuvrées, car le scandale *inadmissible* c'était justement l'existence d'un conflit de classes ingouvernable, à l'intérieur duquel prenait place l'action autonome des groupes politiques combattants ; toute explication *dans les coulisses*, qui délogerait ce « secret public », était fonctionnelle à l'État. Jusqu'à laisser supposer l'implication de pans de l'appareil d'État dans l'enlèvement d'Aldo Moro... Mieux vaut une *spy story* rocambolesque que la vérité crue et simple d'un groupe d'ouvrier qui s'organise et qui va enlever le chef du parti au gouvernement. La répétition obsessionnelle de la première hypothèse peut alimenter pendant des années un marché éditorial florissant et produire des effets sociaux catatonico-dépressifs, tandis que la simple énonciation de la seconde

suffit à faire vaciller un grand nombre d'*arcana imperii* [du latin, *secrets des empires*] et risque, par-dessus tout, de semer dans les esprits les graines de certaines mauvaises pensées.

Mais la critique révolutionnaire du complotisme a des raisons plus profondes et moins contingentes : la première étant que *ce qui apparaît est plus que suffisant* pour détester ce monde et chercher à le renverser.

Pendant longtemps, « complotistes » a été un terme employé principalement par les mouvements radicaux afin de distinguer la véritable critique de sa parodie réactionnaire, et pour ramener la Police à sa fonction triste et subordonnée, plutôt que d'en faire une tête d'affiche : il y a un fossé entre la mémoire historique des luttes et les feuilles des commissariats ! Cet adjectif-nom n'évoquait rien, ou presque, aux prétendues gens lambda.

II. « ADDÀ VENÌ GARIBALDI »

Au cours de l'histoire, les pauvres et les exploités ont cherché à s'expliquer le monde (et à se donner du courage) avec les instruments qu'ils avaient à disposition. Le folklore en a toujours fait partie. Croyances, ballades, rituels, proverbes, légendes et récits ont été les formes spontanées d'une culture d'en bas, orale, non cultivée,

pendant longtemps non scolarisée. Ce folklore mélangeait de nombreux éléments de vérité (comme autocompréhension de sa propre expérience), à l'intérieur d'un cadre fataliste et contemplatif (aussi bien expression de sa subordination aux représentations de la classe dominante que renversement d'un vécu de prisonnier).

Gramsci – pour qui, soit dit en passant, j'ai bien peu de sympathie politique – disait avec une heureuse intuition que la culture prolétaire ne devait pas avoir une attitude hautaine et savante vis-à-vis du folklore populaire, mais plutôt se charger d'en saisir les éléments de vérité en les libérant des représentations fatalistes. Le togliattisme a été la parodie de cette disposition : il a remplacé les mythes folkloriques par des mythes politiques, en entendant ici le mythe comme ce qui insuffle en même temps la passivité et l'espérance. Pourquoi Togliatti, sur indication de Moscou, a-t-il imposé le nom de *Garibaldini* aux membres des bandes partisans ? Non seulement pour souligner la nature patriotique de la Résistance (comme un « Second Risorgimento »), mais aussi pour *techniciser* – comme le dirait Károly Kerényi – un mythe rédempteur propre au folklore populaire (« Addà venì Garibaldi ! ¹ »).

Dans le folklore populaire, l'idée d'un

1 Littéralement « *Que vienne Garibaldi !* ». En Italie, Garibaldi et le Christ socialiste sont deux mythes du socialisme populaire très largement antérieur au stalinisme. Toutefois, « *Addà venì Garibaldi !* » et « *Addà venì Baffone !* » (que viennent le Moustachu, c'est-à-dire Staline) sont deux expressions qui se superposent dans l'histoire de la propagande stalinienne, surtout au moment de la campagne

monde rendu injuste et immuable à cause d'une sorte de sortilège est présente au même titre que l'idée d'une formule magique et douloureuse en mesure de le racheter d'un seul coup, supprimant les dettes et les inégalités (le Jubilé). S'il y a quelque chose qui n'appartient pas au folklore – et qui lui a été insufflé de l'extérieur – c'est justement l'idée de progrès, la croyance en une libération *petit à petit*, selon la temporalité accumulative et la dynamique ascendante d'une loi historique.

III. SERVICES

Un élément sans doute inédit dans la gestion de l'épidémie de Covid-19 est l'usage médiatique du terme « complotisme », désignant toute thèse qui met en discussion les vérités officielles. Un emploi si martelant – et si international – ne peut pas être un hasard, mais doit répondre à des raisons aussi bien *fonctionnalistes* qu'*intentionnelles*. Pour donner un exemple de cet usage *renversé* d'un concept employé, dans le passé, avant tout par des révolutionnaires, il suffit de citer le Rapport des services secrets italiens pour l'année 2020, dans lequel le mot est utilisé pour définir aussi bien les thèses de l'extrême droite que celle des milieux radicaux. Le fait qu'un agent secret donne du complotiste à n'importe qui ne peut pas être précipitamment

rangé au côté des simples coïncidences, et cela ne peut pas non plus être considéré comme une blague qui ne fait pas rire. Cela mérite une explication, tout comme le fait que ce sont principalement les idées et les actions contre les antennes 5G et les prises de position contre la vaccination de masse qui sont taxées de complotistes. Au début (puis toujours moins) on pouvait aussi entendre parler à la radio du rapport entre déforestation, élevages industriels et saut d'espèce des virus, lors d'approfondissements menés par des experts immanquables dont la fonction semblait précisément être de satisfaire fictivement l'analyse anticapitaliste sur le plan général, pour la désarmer dans son action immédiate. N'importe quelle intervention téléphonique en direct qui faisait allusion au moindre doute à propos de la vaccination, ou à la nouvelle d'une antenne de télécommunication incendiée, suscitait des réactions mal à l'aise et l'étiquette fourre-tout : complotisme. Formulons une hypothèse sur cette parodie au carré (le complotiste, ennemi historique du mouvement révolutionnaire, devient soudain un ennemi de l'État). Il est probable que les gouvernements s'attendaient à ce que ce soient surtout les révolutionnaires et les radicaux qui mettent radicalement en question le sens et la fonction de leurs mesures « anti-Covid ». Dans un mélange d'intentionnalité et de

électorale du front populaire, en 1948, exploitant le prestige des formations partisanses Garibaldiennes et le parallèle Garibaldi-Staline. (NdT)

fonctionnalité éprouvée, il a suffi de présenter le « complotiste » comme un ennemi de la santé collective et le gouvernement comme le garant de cette dernière (bien que maladroit, incapable et subordonné aux intérêts de Confindustria) pour aligner certaines paroles de l'État et certaines paroles des radicaux (surtout ceux hautement soucieux de ne pas compromettre leur image publique). Au fond, comme nous le verrons, un nœud irrésolu pour tant de mouvements du XXe siècle s'est coagulé dans toute sa matérialité : la question de l'État.

Entre-temps, où a fini la croyance selon laquelle tout ce que l'on nous raconte à la télé ce ne sont *que des bobards* ? Dans le folklore populaire, dans les formes que celui-ci assume dans la société digitale. La « culture critique » – selon la thèse gramscienne – en a-t-elle éclairé les éléments de vérité pour essayer de démonter les éléments fatalistico-réactionnaires ? Non. Pour se tenir loin du « complotisme », des « fakes news », du « négationnisme », elle en a délibérément ignoré les raisons – confuses, partielles, naïves, polluées autant que l'on veut, mais aussi compréhensibles et sensées – dans une dynamique descendante : si je n'ai rien dit sur le *confinement* hier, que dire sur le couvre-feu aujourd'hui ? Si je n'ai rien dit à propos des défauts de soins à domiciles, que dire aujourd'hui sur les vaccins ? Ainsi, alors que la neige s'épaississait et que la cage se renforçait, chacun a sillonné les routes

sur lesquels il se sentait le plus sûr : la lutte contre la répression pour certains, le soutien aux luttes ouvrières dans la logistique pour les autres, les luttes contre la dévastation environnementale pour d'autres encore. Des batailles justes et nécessaires, bien entendu, mais d'une certaine manière à côté du terrain sur lequel l'État et les technocrates avaient placé leurs batteries.

IV. GAZ TOXIQUES

Les tendances dominantes dans le mouvement prolétaire du XXe siècle – qui n'ont pas totalement disparu après le reflux des luttes des années Soixante-dix et la disparition de l'Union Soviétique, prenant au contraire des formes larvaires et *gazeuses* – ont vu dans l'État ou bien une organisation politique neutre ou bien le simple comité d'affaires de la bourgeoisie. Dans le premier cas, l'entrée des partis ouvriers dans les institutions et les améliorations de la condition ouvrière arrachées par la force syndicale auraient progressivement élargi les espaces de démocratie jusqu'à mener au socialisme ; dans le second cas, seul la conquête violente du pouvoir aurait permis un usage anticapitaliste de l'État (premier pas vers son extinction). Le stalinisme a fait de la première vision une tactique et de la seconde une stratégie (ou, plus exactement, une promesse incantatoire grâce à laquelle justifier l'alliance avec les secteurs plus « progressifs » de la bourgeoisie). Avec le

temps, la tactique est devenue une stratégie, et l'État démocratico-bourgeois est devenu un horizon indépassable. Les intérêts des pauvres seraient assurés en opposant à la puissance « privée » (et surtout « monopolistique ») du capital la puissance « universelle » de l'État. La planification étatique de l'économie et le financement public de la recherche scientifique étaient donc déjà aux avant-postes du socialisme.

Nous retrouvons ce schéma dans les mobilisations internationales contre la mondialisation : les politiques néolibérales sont des décisions adoptées par des institutions désormais prises en otages par les multinationales (et par le capital financier), vidées de toute « souveraineté ». Faut-il alors s'étonner si certains secteurs populaires voient derrière la gestion de l'épidémie de Covid-19 la main de « Big Pharma » et dans la constitution la dernière digue, en plus d'être la source de légitimation de sa « résistance » ? Le schéma est identique : la recherche scientifique est pliée aux intérêts de quelques-uns, la mission universelle de l'État est compromise par des gouvernements vendus à la grande finance. Plus ou moins ce que soutiennent ceux qui revendiquent « vaccins bien communs », mais d'une manière moins logique et conséquente : un produit développé et vendu par « Big Pharma » – mais aussi autorisé par des organes de contrôle que lui-même finance – pourra-t-il jamais être un « bien commun » ? Ne pas voir comment les *intentions* des

multinationales pharmaceutiques (et du digital) sont rendues possibles par la *fonction* du développement technologique comporte une énorme simplification (qui disculpe le système social dans son ensemble et fait encore appel à l'État, à la magistrature, à un nouveau Nuremberg...). Mais serait-ce peut-être plus réaliste de prétendre à ce que ces mêmes multinationales renoncent aux brevets et transfèrent leurs technologies aux Pays pauvres ? Et est-ce que cela dénote une compréhension majeure du mode de fonctionnement de l'appareil industriel – privé et étatique – des technosciences ?

Certains, bien sûr un peu plus avisés sur le rapport entre l'État et le capitalisme, souhaitent que ce soit les « comités prolétariens » qui se chargent de la vaccination de masse, puisque les institutions bourgeoises ne peuvent pas s'affranchir du pouvoir de « Big Pharma ». Les staliniens ont cependant raison : l'État est nécessaire pour une telle entreprise. Mais les plus lucides parmi tous ce sont sans aucun doute ces milliers de personnes – en grande partie des femmes – qui sont descendues dans les rues en hurlant « nous sommes des cobayes ! ». L'idée « folklorique » selon laquelle Bill Gates voudrait réduire la population mondiale grâce aux vaccins, n'est pas plus absurde que l'*illusion progressiste* selon laquelle le développement techno-scientifique est non seulement neutre, mais que c'est même un facteur d'émancipation...

La majeure partie des maladies qui affligent l'humanité exigent des solutions assez peu technologiques comme de l'eau propre, de la nourriture en quantité suffisante, des salaires décents ; des aspects que le développement technologique ne résout pas, et qu'il aggrave même, tandis qu'il envoûte avec ses promesses « imminentes, mais d'une manière ou d'une autre toujours au coin de la rue ». Rien qu'en 2020, 500 mille enfants sont morts au Mozambique. Et quelle est la priorité pour certaines exigences internationalistes ? Livrer à ces populations des vaccins-OGM. Précisément ce que veulent les eugénistes – ainsi que les stérilisateurs de femmes pauvres – qui ont développé le vaccin de AstraZeneca... Non, pas seulement leur apporter les vaccins, mais aussi les technologies pour leur permettre de les développer et de les produire en toute autonomie. C'est-à-dire : implanter des centres de recherche biotechnologique – dans lesquels des chercheurs et des techniciens hautement spécialisés en Intelligence Artificielle, en bio-informatique, en biologie moléculaire, en nanotechnologie etc formeraient un nouveau contingent de personnes locales –, à côté desquels implanter en moins de deux des usines *high-tech* où produire de manière autonome les vaccins. Des usines, cela va de soi, connectée à un réseau digital puissant. Dans cette belle fable – dont l'inconscient est celui de l'impérialisme bienfaiteur – de tels centres de recherche

et de telles industries renonceraient, une fois la vaccination terminée, aux missions pour lesquelles ils ont été historiquement créés : accroître la dépendance (énergétique, agricole, sanitaire, économique, sociale, politique) de la population locale à un appareil centralisé et hétéronome, dont l'insatiable moteur extractiviste pressure les humains, stérilise la terre et provoque des épidémies. Ne serait-il pas plus pratique de destiner les sous des vaccins à l'aménagement d'un réseau de petits dispensaires de village où soigner rapidement les malades, plutôt que de vacciner de manière indiscriminée des millions de personnes ? La réponse est évidemment que oui, mais l'objectif du marché *biotech* est justement de rendre obsolète et peu rentable le « travail prosaïque de soin et de prévention ».

V. NŒUDS IRRÉSOLUS

Cui prodest ? À qui cela profite-t-il ? La question est aussi nécessaire qu'insuffisante ; et les réponses sont parfois trompeuses. Rien ne dit que ceux qui exploitent les conséquences d'un événement l'aient aussi provoqué. Parmi le très grand nombre d'exemples historiques que l'on pourrait donner, nous en choisissons deux qui appartiennent à l'histoire du mouvement révolutionnaire : l'incendie du Reichstag et la bombe au théâtre Diana. Le premier geste – accompli par le communiste des conseils hollandais Marinus Van der Lubbe – fournit

aux nazis le prétexte pour une féroce chasse aux sorcières contre tous les dissidents². Pendant longtemps – et encore aujourd’hui dans un grand nombre de livres d’histoire considérés à tort comme des références – on a vu dans l’incendie du Parlement allemand un complot nazi (*cui prodest ?*, justement) et dans le compagnon Van der Lubbe un provocateur. Des thèses surtout défendues – pour des raisons évidentes – par les staliniens. À l’époque, l’incendiaire ne fut défendu que par quelques groupes anarchistes (comme « L’Adunata dei Refrattari »), par des conseillistes germano-hollandais et par quelques journaux de la gauche communiste « italienne » (et même parmi les quelques communistes qui le défendirent, certains ont néanmoins tenu à en critiquer politiquement le geste...)³. La version d’un « complot nazi » a été un faux historique tellement martelé et envahissant que nous le retrouvons même dans un des tout premiers tracts qui, « à chaud », dévoilèrent la matrice étatique et patronale des bombes du 12 décembre 1969. Le texte en question, diffusé quelques semaines après le massacre de Piazza Fontana par « quelques amis de l’Internationale », s’intitulait en effet *Le Reichstag brûle-t-il ?* (sous-entendu : l’État italien a

réalisé cette sanglante provocation en désignant les anarchistes comme les auteurs, tout comme les nazis avaient incendié le Parlement allemand en attribuant la responsabilité aux communistes). Que les deux gestes – incendier l’organe de représentation du « peuple travailleur », lieu suprême de sa passivité, d’épuisement de son action résiduelle et de validation de l’oppression étatique, dans un cas, et coup dans le tas des agriculteurs dans l’autre – représentent des manières diamétralement opposées d’utiliser des engins combustivo-explosifs n’a pas empêché qu’ils finissent par être classés dans la même rubrique : complot. On observe les effets, on ne raisonne pas sur les dynamiques (le tout conditionné par le préjugé que seule l’action collective peut être une réponse légitime à l’oppression). L’histoire étant le résultat d’un enchevêtrement de force (et d’imprévus), même l’analyse des dynamiques peut parfois être trompeuse. Le 23 mars 1921, à la lecture dans la presse de la nouvelle du massacre du Diana, de nombreux compagnons pensèrent immédiatement qu’il s’agissait d’une provocation policière. Non seulement en raison de la féroce chasse au subversif qui a suivi (en somme : *cui prodest ?*), mais aussi à cause de la

2 A ce sujet, nous conseillons la lecture de la brochure *Oui, le Reichstag brûle ! L’acte individuel de Marinus Van der Lubbe*, paru dans le n° 3 de la revue *Subversions* (Paris) en septembre 2013, et publié en brochure aux éditions Anar’chronique en avril 2017 (NdT).

3 Mais aussi, et avec acharnement, par l’anarchiste André Prudhommeaux. Pour les détails de cette affaire, nous renvoyons à la lecture du livre *Un anarchisme hors norme*, en particulier aux pages 187 à 215. (Editions Tumult, 2020) (NdT)

dynamique du fait en soi : d'abord le choix de l'objectif – un théâtre aussi fréquenté par des gens lambda – mais aussi les modalités de l'attentat (une bombe à fort potentiel). Pour le premier point, il s'avère difficile de comprendre que ce fut au contraire l'effet imprévu d'une action menée par quelques jeunes compagnons connus pour « frapper non pas le théâtre mais l'hôtel au-dessus – qui, selon les informations alors en possession de ceux qui accomplirent l'attentat, servait régulièrement de lieu de rencontre entre Benito Mussolini et Gasti, le commissaire de Milan, tous deux ennemis implacables des anarchistes et détestés par ces derniers, et plus particulièrement, on croyait que Gasti se trouvait à l'intérieur de l'hôtel ce soir-là » (Giuseppe Mariani).

Tout ça pour dire que les révolutionnaires devraient justement se méfier d'appliquer de manière mécanique la logique du *cui prodest* ?

Si nous appliquons une telle logique à la Crise Covid-19, la conclusion serait claire et nette : ce sont principalement les multinationales pharmaceutiques et du numérique qui ont profité de la Crise, ce sont *donc* elles qui l'ont planifiée. *Posto hoc, ergo propter hoc* (« à la suite de cela, donc à cause de cela »).

Il serait cependant tout aussi naïf de penser que l'accélération vers la digitalisation de la société et un programme comme la vaccination à une échelle planétaire ne sont que deux réponses *fonctionnelles* face à un événement totalement inattendu : la dif-

fusion du Sars-CoV-2.

Pour se faire une idée un peu plus avisée sur ce qui est fonctionnel et ce qui est intentionnel, nous devons comprendre quelles sont les tendances fondamentales de notre temps. Revenir, donc, sur deux nœuds irrésolus : la question technologique et la question de l'État.

VI. TEMPÉRATURE DE FUSION

J'ai longuement réfléchi à quelle serait la manière la plus précise pour définir le rapport entre technologie et développement capitaliste. À l'épreuve de l'histoire, je trouve les deux idées courantes sur le sujet totalement erronées : celle – commune à la vision libérale démocratique et à la conception marxiste – selon laquelle la technologie est un ensemble de moyens de rationalisation et d'organisation en vue de fins politico-économiques variables ; et celle de la technique comme sujet autonome de l'histoire (l'histoire d'une fracture entre l'être humain et ses prothèses, dans laquelle la différence entre un moulin à vent et une centrale nucléaire n'est qu'une question de degrés). Jusqu'à présent, j'ai trouvé l'adjectif le plus pertinent pour définir ce rapport dans un beau livre sur l'insurrection luddite : *consubstantielle*. Si le clôturage des terres communes et la spoliation des richesses coloniales ont été les deux sources d'accumulation originaires du capitalisme anglais, les bases pour le développement de la manufacture et du

machinisme ont été fournies par la puissance de l'État britannique en guerre d'abord avec l'État espagnol, puis avec l'État français : en effet, le chemin de fer tout comme l'exploitation des mines de charbon sont nées de nécessités guerrières. L'électricité a été développée pour produire des armes ; avant d'illuminer les domiciles privés, elle a d'abord servi à faire fonctionner les manufactures pendant la nuit. Ce rapport d'implication réciproque entre puissance militaire, développement de l'industrie et accélération de la technique a produit un saut : la technologie, c'est-à-dire l'application de connaissances scientifiques toujours plus spécialisées à une production industrielle qui supplantait petit à petit toutes les formes communautaires et non centralisées de production.

Les deux guerres mondiales ont ensuite été la *laboratoire* d'une nouvelle fusion : entre recherche scientifique, appareil militaire, planification industrielle et bureaucratie d'État. Le deuxième conflit mondial a non seulement ajouté les moyens de communication de masse à cette fusion, mais, grâce aux gigantesques expérimentations guerrières, médicales et toxicologiques, elle a donné le coup d'envoi à ce que l'on peut appeler la technoscience et à sa forme politico-sociale : la technocratie. De la même manière que la logique totalisante du profit est un élément qui croit et s'autonomise dans la société féodale, le développement technologique, force agissante de l'accumula-

tion capitaliste, est devenu toujours plus le *moteur* de la compétition économique (ainsi que la continuation de la politique par d'autres moyens). « Les régimes politiques passent, la technocratie reste ». C'est à l'intérieur de l'affrontement de puissance des États – acteurs directs de la planification industrielle – des années Quarante et Cinquante que s'élaborent les paradigmes (cybernétiques) et que démarrent les programmes de recherche (informatique et ingénierie génétique, en plus du nucléaire) sans lesquels il n'y aurait eu par la suite ni financiarisation de l'économie (et ses politiques libérales) ni considération des corps humains comme un terrain de conquête capitaliste. Ces processus de fusion entre privé et étatique – que quelqu'un a appelé techno-bureaucratie – ont été saisis avec lucidité par les esprits les moins enchantés par les sirènes du progrès et par le prétendu développement « émancipateur » des forces productives : Simone Weil, George Orwell, Dwight MacDonald, Georges Henein... tous plus ou moins moqués parce qu'ils s'intéressaient aux aspects « secondaires » et négligeaient les lois impersonnelles du capital. Ces analyses ont décrit avec précision aussi bien la nature intrinsèquement hiérarchique et anti-égalitaire de la grande industrie (abstraction faite de ceux qui détiennent la propriété juridique des moyens de production), que l'extension omnivore de la bureaucratie étatique. Ce que l'on donnait pour sûr, toutefois, c'était que

le pivot de la planification industrielle était dans la science, asservie au capital, et que le *long range planning* était l'articulation la plus logique de ce pivot. Seulement, grâce aux énormes financements étatiques, ce pivot s'est non seulement totalement intégré au cadran de commandes, renversant le rapport entre les moyens et les fins ; mais la « révolution technologique » a fait sauter toute planification, toujours trop lente et coûteuse par rapport aux innovations de la science appliquée. Il reste vrai que « le terrain sur lequel la technique acquiert son pouvoir sur la société est le pouvoir de ceux qui la dominent économiquement » (M. Horkheimer, T.W. Adorno, *La dialectique de la Raison*). Avec cet ajout fondamental : « cette technocratie n'est pas une « révolution », mais un *putsch* permanent ». Justement parce que la rationalité technique est « le caractère forcé, si on peut dire, de la société étrangère à elle-même », son autonomisation ne rencontre aucune limite à l'intérieur de la *dynamique de cette aliénation*.

Le développement technologique a une contradiction relative (les luttes des salariés) et une contradiction absolue (l'irréductibilité de l'être humain et du vivant à la machine) : la technocratie, contournera toujours plus la première de ces contradictions, visant directement la seconde. De même que la répression étatique du mouvement révolutionnaire des années Soixante et Soixante-dix a permis et a accompagné l'introduction de la télématique dans la produc-

tion, l'attaque patronale et policière actuelle contre la résistance ouvrière dans les secteurs de la logistique prépare l'imposition généralisée du « modèle Amazon ». Pour liquider l'assaut prolétaire des années Soixante et Soixante-dix, État et patronat ont dû éliminer – avec l'emploi croisé de puissance coercitive et de saut technologique – la force « contractuelle » d'une classe ouvrière qui était produite par un certain modèle productif – fixité des équipements, coûts de stockages des marchandises, nécessité capitaliste d'une force de travail très nombreuse et peu qualifiée –, et qui précisément pour cela était capable de faire un usage « scientifique » de l'absentéisme et du sabotage. Dans une proportion beaucoup plus réduite, la digitalisation de la logistique vise elle aussi à retirer sa contradiction relative : le blocage et le piquet ouvrier (ces formes de lutte que l'État a mis hors-la-loi avec ses « décrets sécurités »). Penser que le développement technologique est aujourd'hui une variante secondaire du conflit de classe signifie vivre sur une autre planète. Quand des marxistes particulièrement pédants se moquent de nos « peurs » – typiquement « petites-bourgeoises » ! – face au développement techno-totalitaire en cours et défendent que le « dynamisme technologique » (lequel serait plus annoncé que réel !) n'est que le symptôme d'une valorisation capitaliste qui se débat, ils démontrent l'ampleur de leur irréalisme. Par conséquent, l'identification de ce qui

serait selon eux le véritable enjeu est elle aussi totalement irréaliste : lutter pour une réduction généralisée de la journée de travail, un « programme minimum » que les nouvelles technologies rendraient possibles.

L'histoire démontre plutôt que la lutte pour réduire la charge de travail présuppose cette capacité auto-organisative durable, à laquelle la robotique et l'automatisation retirent tout appui. Le chômage de masse que la digitalisation provoque et provoquera encore plus produit un salariat toujours plus docile. La fable selon laquelle le développement technologique aurait libéré – sinon automatiquement, du moins sous la poussée du conflit de classe – l'être humain de l'effort a toujours été une fable technocratique. Le travail vivant augmente de manière exponentielle – l'appareil *matériel* du numérique se base sur l'activité forcée de millions d'êtres humains –, mais il est autant technologiquement connecté que socialement fragmenté. La revendication d'une journée de travail plus courte est alors éminemment *politique* (et elle s'affronte alors à une autre option politique : le revenu universel). Serait-il vraiment plus irréaliste de revendiquer immédiatement l'arrêt des productions destructrices de l'humain et de son milieu, c'est-à-dire de protester contre notre *expulsion du monde* ?

VII. BLITZKRIEG

Au cours de l'histoire, il n'est pas

rare que les effets deviennent à leur tour des causes. La financiarisation de l'économie – impossible sans l'informatique, l'Intelligence Artificielle, la *data science*, et les gigantesques appareils matériels sur lesquels elles se basent – agit à son tour sur le développement techno-industriel. Une vérité lapallissienne. « Les décisions semblent provenir automatiquement de la « boîte noire » d'un mécanisme de calcul « objectif ». La solution technologique tend ainsi à abolir tout jugement éthique et toute action politique.

Revenons un moment sur le rapport entre innovation permanente et planification industrielle. L'industrie nucléaire – résultat de la guerre de puissance entre les États et du programme mastodontique de financement scientifique qui l'a rendu possible – est l'exemple le plus macroscopique de planification étatique d'un système centralisé, militarisé et par-dessus tout fixe. Sur cette production étatique d'énergie se greffent aussi bien d'autres infrastructures fixes – comme les lignes à haute vitesse – que les laboratoires *high-tech* qui bouleversent en permanence les formes et les modes de production des marchandises, l'extraction et le travail des matières premières, les aménagements urbains, le contrôle du territoire, les formes et les moyens de la guerre. On peut en dire autant des câbles sous-marins, dont la pose et la défense ont été l'objet d'affrontement géopolitique et militaire. Si, en absence d'un renver-

sement radical de la société, on peut être plutôt certains que d'ici quelques décennies les centrales nucléaires, les lignes ferroviaires et les câbles sous-marins existeront encore plus ou moins tels que nous les connaissons aujourd'hui, nous n'avons en revanche pas la moindre idée – sinon avec quelques exercices de futurologie critique – de la manière suivant laquelle on produira le pain ou les automobiles, ni selon quelles modalités s'effectueront les paiements ou seront soignés les corps. C'est précisément cette accélération totalitaire de l'innovation qui a été appelé *putsch technologique permanent*. Si l'impératif de l'extension et l'impératif de la profondeur poussent l'appareil technoscientifique à conquérir chaque lambeau d'expérience humaine pour le transformer en *données*, discuter si une politique est néolibérale ou bien néokeynésienne est tout simplement ridicule. Premièrement, parce qu'il est évident que la digitalisation – avec son appareil vampirique d'intelligence des machines – ne peut qu'accélérer la fuite en avant de la finance (avec les retombées matérielles relatives : ouverture et fermeture *just in time* des centres directionnels, logistiques et productifs) ; deuxièmement, parce que la planification étatique suit la même logique, tendant elle aussi vers l'administration technologique des territoires et des populations. Pour s'en rendre compte il suffit de lire les Livres Blancs de l'armée, institution planificatrice par excellence. Étant donné que l'innovation *high-*

tech – des drones aux robots tueurs, du champ de bataille digital aux corps des soldats génétiquement augmentés – a déjà fait fusionner les institutions de la Défense avec les centres de recherche, la direction politique des programmes est toujours plus soustraite à la bureaucratie militaire – fixe comme une installation nucléaire – et confiée aux Départements interuniversitaires, à leur tour toujours plus liés aux exigences de l'industrie 4.0. Quoi qu'en disent les ennemis du néolibéralisme, l'économie *high-tech* est une économie résolument dirigiste. Les vulgarisateurs médiatiques du verbe technocratique ont attendu la Crise du Covid-19 pour l'annoncer avec enthousiasme : l'État est de retour. (Pour comprendre qu'il n'était jamais parti, il aurait simplement suffi d'observer l'augmentation constante de la prétendue dette publique). Ce n'est pas un hasard si les différents sociologues et économistes salariés citent l'effort militaire d'organisation soutenu par les USA dans la Seconde Guerre mondiale, comme un précédent de l'intervention étatique actuelle dans les financements industriels. Ce qui se prépare, c'est précisément une économie de guerre. Cela marquerait-il le retour de la planification ? Sociaux-démocrates et staliniens l'espèrent, poussant les « mouvements » à lutter pour insérer un peu de socialisme dans les plans étatiques. Les marxistes les plus critiques en démasquent l'arnaque idéologique, parce que les sous pour un *New Deal* ne sont pas dis-

ponibles, étant donné que le capitalisme n'est pas dans une phase d'expansion mais de crise. En réalité, le « retour de l'État » n'est absolument pas le retour du *long range planning* industriel : c'est la suppression *manu militari* de tout obstacle sur la voie du *putsch* technologique permanent, c'est-à-dire la dictature des machines, des experts et des militaires. Comme l'a bien résumé quelqu'un, ce qui se prépare à une vitesse accélérée c'est l'époque de la magouille et du malheur.

Oui, la « révolution technologique » qui supprime de manière uniforme tous les vieux modes de production est un mythe. La technologie a la démarche d'une *Blitzkrieg*. Cette guerre éclair n'est pas seulement préparée sans répit par le travail croisé de centres de recherche, l'industrie, les médias de masse et les institutions publiques (avec la présence discrète des militaires), mais elle conditionne tous les milieux économiques et sociaux. Si, dans le marché global, ce sont les marchandises à plus haut taux de valorisation qui incorporent le plus de données et le plus haut développement scientifique, d'autres secteurs – moins *high-tech* voir pas du tout – doivent augmenter le travail non payé pour résister à la concurrence de guerre : il n'y a que comme ça que l'être humain peut rester globalement plus avantageux que l'investissement technologique. L'exemple de l'État chinois est emblématique. Les *smart cities* et les camps de travail forcé sont deux vases communicants

de la même technocratie. Allez dire aux chinois, *tracés* dans le moindre de leurs mouvements, que la digitalisation du monde est un mythe pour que des milliards de masques anti-Covid soient produits chaque jour d'une manière en tout point comparable à celle en vigueur au XVIIIe siècle.

VIII. GRAMMES ET TONNES

Quand on entend le mot « totalitaire », on pense avant tout à « policier ». C'est un réductionnisme trompeur. Une économie totalitaire est une économie qui ne laisse aucune expérience humaine hors de sa prise. L'utopie des technocrates est de se passer de la police – ou mieux, de faire de la police l'organisation sans entrave de la ville, la *citizen science*. Mais ce que la technologisation du monde produit c'est une *apocalypse différenciée*, parce que ses coûts humains et écologiques sont aussi occultés que démesurés. Pour certains, l'épuisement des mines de coltan et l'absence d'eau et de nourriture ; pour d'autres le télétravail et le risque d'obésité. Pour des millions de femmes des pays du Sud les programmes masqués de stérilisation forcée ; pour des milliers de femmes des pays du Nord l'accès à la Procréation Médicalement Assistée. Pour les ouvriers qui assemblent des smartphones, le camp de travail et la mitraille dans les côtes ; pour les membres de la *upper-class*, l'appel vidéo au bord de la piscine avec son conseiller génétique.

Mais ce qui caractérise avant tout

un système totalitaire, c'est la disparition des critères pour juger les faits (et pour distinguer les faits de leur manipulation), la liquidation de la capacité à élaborer son expérience, et l'obsolescence de la faculté à saisir avec les sens et l'intellect cette « énigme solide » qu'est le produit de son activité sociale.

Les lecteurs de 1984 se rappelleront sans doute des pages que Orwell consacre aux annonces du Grand Frère à propos des rations de chocolat. Grâce à la suppression permanente du passé, l'annonce d'une augmentation des rations, qui est en réalité une diminution par rapport à celles annoncées la semaine précédente, est accueillie avec des ovations d'enthousiasme hystériques de la part des membres du Parti. Impossibles pour les dissidents de démontrer le contraire, étant donné que les données sont petit à petit éliminées des archives. 1984 n'est pas un « roman dystopique ». Pour démontrer que dans l'Union soi-disant Soviétique le problème du chômage avait été résolu grâce aux plans économiques étatiques, Staline fit abolir les allocations pour les chômeurs. L'abolition des allocations était bien la preuve objective que le chômage n'existait plus.

À l'ère d'internet, il n'est sans doute pas possible de supprimer les archives, mais il est en revanche assez aisé, non seulement d'orienter les recherches grâce à des algorithmes appropriés, mais plus encore de faire passer l'envie de les consulter. Combien, face aux annonces

trionphalistes selon lesquelles les contaminations et les morts du Sars-CoV-2 ont chuté grâce aux vaccinations, ont eu envie d'aller vérifier les données relatives à la même période de l'année précédente ? Par ailleurs, puisque même les personnes vaccinées peuvent être contaminées – dans quelle mesure et avec quelles conséquences, nous comprendrons sûrement cela en automne-hiver, quand la circulation du virus augmentera –, l'OMS a entre-temps modifié les instruments pour enregistrer les « cas », fixant un seuil maximal aux cycles d'amplifications pour les tests PCR et introduisant le critère d'une double vérification pour décréter la positivité. En somme, on n'abolit pas les allocations de chômage pour faire disparaître les chômeurs, mais on déclare qu'une partie d'entre eux a eu la chance de retrouver un emploi. Si ensuite, face aux échecs manifestes des deux solutions, la machine technocratique devait céder du terrain au dissensus, sa guerre éclair contre la nature aura déjà trouvé une autre menace avec laquelle huiler ses engrenages : est-ce que le massacre de volaille en cours dans les élevages intensifs de la moitié du globe (Italie comprise) sera en mesure d'arrêter le saut vers l'homme du virus de la grippe aviaire, cela reste assez incertain... Faire d'un monde toujours plus pathogène « un désert parfaitement hygiénisé » est une utopie aussi inhumaine qu'irréalisable.

Y a-t-il quelque chose de plus opaque que cette « boîte noire » qui

oriente les décisions à partir des algorithmes élaborés par l'intelligence des machines ? Y a-t-il quelque chose qui provoque un amorphisme moral plus complet que celui auquel éduque la tyrannie de l'efficacité ?

Dans un article éloquemment intitulé *Un homme dépourvu de sens pratique*, le conservateur excentrique G. K. Chesterton disait que les solutions techniques peuvent être sensées quand quelque chose ne fonctionne pas ; quand plus rien ne fonctionne, écrivait-il, ce qu'il faut ce n'est pas un technicien, mais plutôt un théoricien, si possible « chenu et distrait ». L'efficacité est en elle-même un critère trompeur. « Si un homme a été assassiné, l'assassin a été efficace. Un soleil tropical est aussi efficace pour rendre les personnes paresseuses qu'un contremaître brutal dans le Lancashire pour les rendre énergiques ». Et encore : « l'efficacité est futile, tout comme le sont les « hommes forts », la « volonté » et le surhomme. Elle est futile parce qu'elle ne s'intéresse qu'aux actions déjà accomplies. Elle ne dispose d'aucune philosophie pour ce qui n'est pas encore advenu ; elle ne possède, par conséquent, aucune liberté de choix ». C'est ce que des millions de personnes ont expérimenté pendant la gestion de l'épidémie de Covid-19. Les hiérarchies techno-bureaucratiques (les soi-disant experts) ont non seulement provoqué, plus qu'une « obscurité épistémologique », une véritable « paralysie cognitive », « une situation redoutable réclame ce qui arrive dans les circonstances

construites exprès pour déshumaniser les sujets à travers la dissociation des mots et des choses, du langage et du monde » (Stefania Consigliere e Cristina Zavaroni, *Ammalarsi di paura*) ; mais ils ont aussi contribué à produire une pléthore d'hommes forts » (des dirigeants prêts à brûler aux lance-flammes des étudiants qui se « rassemblent » pour fêter leur diplôme, des conseillers ministériels qui veulent rendre la vaccination obligatoire pour tous et punir légalement quiconque la critique...). Ceux qui disent qu'une des preuves de l'absence de centres directifs de la Crise réside dans le fait que l'État et les Régions ont agi en ordre dispersé, ont peu réfléchi sur les effets en spirale et en cascade que le commandement technocratique a toujours eus dans l'histoire : pouvoir disposer de la liberté de milliers de personnes au nom d'une cause supérieure, ou de l'impérieuse nécessité de l'*efficacité*, renforce la compétition entre les dirigeants nationaux et les dirigeants locaux pour se montrer tous plus décisionnistes les uns que les autres. Le sentiment de faire partie des quelques-uns rendus adultes grâce à la science – ou à la politique qui agit au nom de la science – amène inévitablement à mépriser et à infantiliser tous les autres. Nietzsche l'avait bien compris : la mécanisation des sous-hommes trouve son accomplissement historique et sa justification morale dans le surhomme. Une fois engagée au niveau mondial sur la voie de la rhétorique guerrière, la commu-

nication médiatique s'est alignée avec zèle sur ce que lui a ordonné le quadrant de commandes. Et cela non seulement en raison des financements qu'elle reçoit et des pressions qu'elle subit, mais aussi à cause d'un pouvoir mimétique qui s'auto-alimente : car quand il appelle ses concitoyens à respecter les décrets gouvernementaux, l'obscur journaliste provinciale se sent important, et même moralement supérieur aux médiocres comme lui ! Dans la mobilisation totale, quand il faut faire tout ce que nous dit l'autorité pour être responsable, même le délateur pense être un agent du Bien.

Face à une menace suffisamment effrayante, la « totalisation du discours public » produit deux effets combinés sur la société : d'un côté, le renforcement de l'unité national-populaire, qui pousse l'individu à ne plus se percevoir comme un « gramme » insignifiant, mais plutôt comme « la millionième partie d'une tonne » (E. I. Zamiatine, *Nous autres*) ; de l'autre côté, un sentiment paralysant d'impuissance individuelle : il n'y a rien, mais vraiment absolument rien que tu puisses faire face au Covid-19, ni en comprendre quelque chose, ni renforcer tes défenses immunitaires, et encore moins te soigner à l'apparition des symptômes. (Dans les chroniques de la peur quotidiennes, jamais un « expert » ne fournit un minimum d'indications médicales autre que « mettez un masque, maintenez les distances et lavez-vous les mains », refrain qu'un facteur aurait tout aussi bien pu répéter, ou bien, selon le sou-

hait de Lénine, un cuisinier).

IX. DES HOMMES SUR LE PONT

Prenons le Plan National de Reprise et Résilience lancé par le gouvernement Draghi. Si nous voulons comprendre le projet de société qu'il poursuit – chose fondamentale non seulement parce qu'il nous touche de près, mais aussi parce qu'il explique assez clairement les tendances de l'époque dans laquelle nous vivons – nous devons jeter aux orties des schémas interprétatifs inutiles et trompeurs. Le PNRR [Plan national de relance et de résilience] – qui s'insère plus largement dans le Next Generation EU, à son tour une version agrandie du programme européen Horizon 2020 – est un exemple explicite de programme technocratique. La technocratie est-elle classiste et anti-écologique ? Sans doute – et au plus haut point. Mais toutes les politiques classistes et anti-écologiques – qui ont accompagné l'histoire du capitalisme – ne sont pas également technocratiques. La technocratie est aujourd'hui l'organisation *politique* des technologies convergentes : informatique, ingénierie génétique, nanotechnologie et neurotechnologie. Des 50 milliards d'euros rangés sous l'étiquette de « transition énergétique et durable », bien 25 sont des financements à fonds perdu pour l'industrie. « Argent public pour les patrons : la continuation des recettes néolibérales », voilà ce que dit et nous répète le militant de gauche. C'est une inter-

prétation complètement erronée. Non seulement parce qu'une telle affirmation ne dit rien sur la direction où vont ces financements – robotique, automatisation, informatique quantique, Intelligence Artificielle, *data science* etc. etc. – mais aussi parce qu'elle néglige le fait que les financements pour restructurer l'administration publique, la santé, l'école supérieure et l'université vont dans la même direction. Faire remarquer que les patrons créent l'industrie (et l'agriculture) 4.0 avec « nos sous » n'est bien sûr pas une connerie. Mais ça l'est en revanche de penser que la distinction entre privé et public est pertinente pour juger un programme étatique. « Nos sous », oui, mais pour nous expulser du monde. Comme cela a déjà été écrit, la démesure des technocrates grandit en même temps que leurs moyens. Plus ils peuvent, plus ils veulent. Il n'y a pas besoin de « complots ». « Il suffit de traverser le pont après l'avoir atteint ».

Le PNRR systématise – sous prétexte de sortir de la Crise – tout ce que la Crise a accéléré. Il suffit d'observer avec quel optimisme les vulgarisateurs scientifiques (profession promise à un bel avenir, vu la soudaine poussée, tels des champignons vénéneux, de cours de doctorat et de master post-universitaires spécifiques) annoncent que l'épidémie de Covid-19 a fait sauter les barrières culturelles qui nous séparaient du monde à distance. Bien sûr, il y a encore des « talibans de l'expérience physique », mais la poli-

tique du fait accompli (dite aussi de la terre brûlée) se chargera d'eux : ou techno-citoyens, ou clandestins. Après avoir tiré les leçons de combien la technologie a amélioré notre vie confinée, pourquoi ne pas l'appliquer à *tout* ? « Ça ne serait pas la fin du monde – nous assure le professeur Derrick De Kerchove –, mais seulement la fin de notre autonomie illusoire et agréable ». Une bagatelle dans le rapport coûts/bénéfices. Comment aurions-nous fait, pendant le confinement, sans Internet, sans le télétravail, sans l'école à distance, sans la télé-médecine, les consultations psychologiques à distance, les achats sur Internet, l'Intelligence Artificielle, la génomique, les biotechnologies et les nanotechnologies ? Alors, comment aurions-nous fait ?

X. PARTIES DE CHASSE

Il y a plus d'un siècle, le médecin français René Leriche écrivait que « la santé est la vie dans le silence des organes », tandis que la maladie « est ce qui entrave le déroulement normal de la vie des hommes et de leurs occupations, et surtout, ce qui les fait souffrir ».

Il y a une quinzaine d'années, un sociologue a souligné la tendance des concepts de « profil à risque » et de « susceptibilité » vers l'« exactitude moléculaire », avec lesquels on produisait, grâce au développement de l'ingénierie génétique, des millions de « prépatients » affectés par des « pré-maladies », et de « malades asympto-

matiques ». Et ce sociologue concluait en se demandant : « Quel jugement moral sera donc porté sur ceux qui choisiront de vivre « dans le silence des organes ? ». La quarantaine est une pratique qui, historiquement, précède aussi bien le capitalisme que la naissance de l'État moderne. Face à des foyers de contaminations, faire en sorte que ceux-ci ne se propagent pas est une mesure qui, même dans les époques où la médecine n'arborait pas l'appellatif de science, était considérée comme une mesure sensée, et beaucoup simplement comme un art (tout comme la peinture, la sculpture, la musique ou l'architecture). Un art soumis aux représentations dominantes, tout comme la science d'aujourd'hui. Les médecins qui osèrent défier leurs congrégations ne furent pas nombreux ; parmi eux Hippocrate et Paracelse. Le premier soutenait que l'épilepsie n'était pas une maladie d'origine divine, et le second que la peste n'était pas répandue par les Juifs ; tandis que, plus récemment, il faut rappeler ceux qui ont reconnu et dénoncé promptement la nocivité de l'amiante, des radiations nucléaires ou des OGM dans l'agriculture. Et ces savants et courageux ne se comptent eux non plus pas par légions. Comme on le sait, la peste n'a pas été vaincue grâce à des soins médicaux particuliers, mais grâce à l'amélioration des

conditions hygiéniques. De la même manière, sans mettre fin à la guerre industrielle contre la nature ou contre le vivant, le « siècle pandémique » n'est ni une prophétie d'infortune, ni une alarme sanitaire, mais un « dommage collatéral » de la technocratie autant que l'occasion d'une fuite en avant ultérieure.

Pendant l'époque prégénomique, en cas de contagion on isolait les malades des personnes saines. Le séquençage des virus et les tests moléculaires n'existant pas, les « cas », les « positifs » et les « asymptomatiques » n'existaient pas non plus. Dans l'expérience, vécue au niveau local et non diagnostiquée à une échelle moléculaire, il y avait le silence des organes ou bien la souffrance et la mort. Qu'a fait, au contraire, cette prodigieuse civilisation technologique face à une épidémie qui n'est ni la peste ni l'ébola ? A-t-elle écouté sans délai la voix des organes avec les instruments perfectionnés grâce à ses innovations ? Non. Elle a traité des millions d'individus – qui vivaient en grande partie dans le « silence des organes » – comme potentiellement infectés, les infectés comme déjà malades, les malades comme quasi-morts que seul une médecine de guerre héroïque pourrait arracher à un funeste destin. Pas seulement. Elle n'a pas isolé les malades des sains dans les RSA⁴, elle

4 Les résidences sanitaires assistancielles (en italien, *residenze sanitarie assistenziali*), ou RSA, sont des structures à responsabilité sanitaire bien que non-hospitalières, introduites en Italie au milieu des années 1990, qui accueillent pour une période variable des personnes ne pouvant être assistées chez elles et ayant

n'a pas non plus séparé, dans les accès hospitaliers, les malades de Covid et les patients affectés par d'autres pathologies. Elle a découragé par tous les moyens l'intervention de la médecine territoriale plutôt prosaïque et peu innovatrice, elle a renouvelé les confinements et les couvre-feux – même après que le virus a circulé pendant un an, alors qu'il avait déjà contaminé des millions de personnes —, continuant à permettre que les malades finissent à l'hôpital sous oxygène. Panique, impréparation, poids des politiques néolibérales ? Aussi oui, bien sûr. Mais dans une faible mesure. L'appareil a fait ce pour quoi il a été programmé : ne pas appliquer l'innovation à la santé, mais faire des maladies une occasion pour augmenter l'innovation. Grâce à l'ingénierie génétique une première variante du virus a été séquencée (celle de Wuhan). Quelques mois plus tard, des vaccins ont été développés sur la base de ce séquençage – grâce à l'Intelligence Artificielle, la bio-informatique, la biologie moléculaire et les nanotechnologies. N'éprouvant pas d'intérêts à comprendre comment le virus s'enracine (par voie respiratoire ou par infection intestinale : on ne le sait même pas) ni comment favoriser la réponse naturelle de l'organisme, le paradigme cybernétique autour duquel celle-ci s'est développée a été appliqué à une échelle de masse, ce paradigme étant : l'individu est réductible aux informations que

ses cellules échangent avec le milieu. La *susceptibilité* à la maladie – indépendamment de l'âge, de l'état de santé psychophysique etc. – a justifié le confinement de masse, en attente du *Remède*, également de masse (à appliquer abstraction faite des anticorps naturels déjà développés par les sujets). Pourquoi ? Pour les profits gigantesques de l'industrie pharmaceutique, bien sûr. Mais aussi à cause de la conviction que les « informations génétiques » introduites dans l'organisme grâce aux nanotechnologies sont plus *performantes* que la réponse spontanée du corps. Mais encore parce que la génético-industrie est faite de « chasseurs de corps » (En 2000, le « Washington Post » appelait les généticiens *The body hunters*), qui se sont réjouis face à la possibilité d'élargir à une échelle planétaire la partie de chasse. Enfin parce que la vaccination de masse – bien plus que les soins à domicile sans clameur, sans généraux et sans héros – permet à l'État de se présenter comme le sauveur et le garant de la santé publique ; c'est-à-dire d'augmenter sa puissance et de la renverser sur la société, d'abord comme mesure de police et puis comme extension programmatique à la « normalité » de ce qu'il a expérimenté dans l'« urgence ». La maladie « est ce qui entrave le déroulement normal de la vie des hommes et de leurs occupations » écrivait Leriche, déjà cité plus haut. Cette définition n'est-elle pas parfaitement

adaptée à la manière grâce à laquelle l'État a géré l'épidémie ? Quant à la charge supplémentaire de souffrance, que dire des personnes âgées laissées mourir sans même un dernier salut à leurs proches ? Que dire de l'impossibilité de partager et d'élaborer le deuil ? Que dire du surcroît de violences domestiques contre les femmes ? Que dire des suicidés ? Et des nombreux adolescents et jeunes encore paniqués à l'idée de sortir de chez eux ? Seule une civilisation qui sépare le corps de l'esprit, et l'individu de ses relations, peut penser que l'isolement et la profusion abondante de peur ne contribuent pas à abaisser le niveau des défenses immunitaires des êtres humains, devenant une source de maladie (« l'idée et les manières de la santé sont variables et dépendent directement de la cosmogonie dans laquelle ils se trouvent »).

Dans le monde en construction fait de diagnostics génétiques, de dépistages prédictifs et de nanocapteurs ingérables avec lesquels contrôler à distance les « protomaladies », « quel jugement moral sera donc porté sur ceux qui choisiront de vivre « dans le silence des organes » ? ».

Nous pouvons déjà répondre en pensant à ceux qui – en pleine pandémie ! – se sont davantage fiés aux symptômes qu'aux tests, ou à ceux qui refusent les vaccins du bricolage biotechnologique. Des irresponsables, des complotistes, des négationnistes, des talibans de l'expérience physique, des antinationaux, des déserteurs face à l'ennemi au moment du danger.

XI. INHUMAINS D'AVANT-GARDE

Les manifestes lancés par les avant-gardes (artistiques, politiques, scientifiques) énonçaient généralement leurs objectifs programmatiques. Ceux qui prétendent interpréter l'esprit du temps dans lequel ils vivent, et anticiper celui à venir, se retrouvent presque toujours à exalter le mouvement historique qui a produit leur existence en tant qu'avant-garde ainsi que les lois historiques qui en justifient le rôle. Progressisme et futurologie s'intègrent assez bien l'un l'autre. (Le fait que les anarchistes se soient considérés comme une minorité agissante et non comme une avant-garde est un geste éthique et « politique » qui n'a rien d'un hasard ; l'invitation benjaminienne à racheter les injustices du passé par l'action révolutionnaire plutôt que de garder confiance en un futur radieux est un geste éthique et « politique » qui n'a lui non plus rien d'un hasard ; et cela n'a rien d'un hasard non plus si un poète comme Joseph Brodsky – emprisonné pour « parasitisme social » par le régime « soviétique », au sein duquel « on ne savait jamais ce que le passé nous réservait » – a pu écrire : « l'avenir, dans sa totalité, est un mensonge ».)

Le développement historique des technosciences a lui aussi l'avant-garde qui lui convient : le mouvement transhumaniste. Les transhumanistes affirment de manière programmatique ce que l'appareil technologique réalise de manière sourde. En tant qu'avant-garde, le transhumanisme soutient que son rôle est de dépasser

toutes les barrières qui empêchent d'accomplir consciemment ce que l'humanité – évidemment celle occidentale, qui vaut pour *toute* l'humanité – a poursuivi jusqu'ici de manière surtout inconsciente. N'a-t-elle pas toujours modifié la matière et son milieu ? Sa religion ne lui a-t-elle pas présenté la malédiction de vivre comme les fruits de la Faute : « tu mangeras le pain à la sueur de ton front » et « tu accoucheras dans la douleur » ? Ses philosophes les plus illustres ne lui ont-ils pas enseigné que le corps est la tombe de l'âme ? N'a-t-elle pas toujours cherché à vaincre la peur de la mort par la promesse du Paradis ? Voilà : grâce au développement technologique, ces malédictions peuvent être vaincues et ces promesses peuvent finalement se réaliser. Les processus vitaux peuvent être recombinaisonnés en laboratoire. L'automatisation généralisée peut abolir la peine physique du travail. La reproduction peut devenir artificielle. Les performances et les perceptions peuvent être augmentées. Les arts et le cerveau peuvent s'hybrider avec les machines. La mort peut être défaite. Les moyens pour ce programme intégral existent déjà : la réalité augmentée, l'ingénierie génétique, les neurotechnologies, les nanotechnologies, la biologie de synthèse. Cependant, pour fonctionner correctement ils ont besoin d'être déployés sans limite, et surtout d'être connectés dans une Planète intelligente. Pourquoi les mesures grâce auxquelles l'épidémie de Sars-Cov-2 a été affron-

tée, ainsi que les programmes avec lesquels on annonce la *Reprise*, ressemblent-ils sinistrement autant à ceux que le transhumanisme se fixe ? On peut trouver une réponse dans la conférence – intitulée *Nanotechnologies pour l'être humain* – tenue par Roberto Cingolani en 2014 à l'Université des Études de Milan (disponible sur Internet). Ce qu'il se charge aujourd'hui de financer et d'organiser, en tant que ministre de la « transition écologique », ce sont précisément les projets de recherche qu'il promouvait de manière si inspirée à l'époque où il était directeur de l'Institut Italien de Technologie. La conférence, un commentaire de trente-cinq minutes d'un spot publicitaire de Microsoft projeté dans les stades, explique de manière assez limpide que l'avenir (transhumain) appartient au développement croisé de l'informatique et des bio-nano-neuro-technologies. Face à l'auditoire de ce café des technosciences, le futur ministre ne cache pas que le chemin avant la complète interconnexion homme-machine est encore long, mais il lui rappelle aussi que « l'appétit vient en mangeant ».

Au XXe siècle, la biopolitique nazie a été à l'avant-garde dans la réalisation des théories sur la « dégénérescence raciale », théories élaborées par le mouvement eugéniste anglo-saxon du XIXe siècle, lesquelles prenaient à leur tour racine dans les pratiques sur le terrain du colonialisme britannique. Sans la guerre de puissance entre les États, certaines expérimentations ne seraient pas sorties des

laboratoires (ni de ceux de Berlin, ni de ceux de Los Alamos).

Avec sa fameuse technique de l'exagération (visant à faire saisir le « supraliminaire », c'est-à-dire quelque chose dont les effets sont trop démesurés pour que les sens et l'imagination ne puissent les percevoir), Günther Anders définissait le système technique comme « la communauté nationale-socialiste des appareils ». Il voulait dire que les appareils doivent être considérés dans leurs effets combinés globaux, mais aussi que, si nous prêtons l'oreille au bruit qui provient de « la lèvres d'acier de la machine », nous pourrions entendre le même slogan que celui des chemises brunes (« ... et demain le monde entier ! »).

Grâce à quoi le transhumanisme – dont le premier manifeste fut lancé par Natascha Vita-More en 1983, la même année où fut réalisé le premier stockage de données informatiques – a-t-il cessé d'être un exercice de futurologie anti-humaniste pour devenir un véritable centre directionnel ? Une fois encore, grâce à la guerre de puissance entre les États. En effet, c'est après le 11 septembre 2001 que s'est réalisé la fusion entre la *start-up* de la Silicon Valley – créée par les plus brillants *geeks* sortis du MIT –, la CIA et les Départements de Recherche du Pentagone. Les fondateurs de Google font leur premier bond en avant – au sens financier et donc comme infrastructure (machines plus intelligentes car *nourris* avec plus de données, servers plus puissants etc. etc.) – grâce au rachat d'une société contrôlée par la

CIA, *Keyhole*, pour la transformer en *Google Earth*. Réalité augmentée, 5G, Internet des choses, drones, reconnaissance faciale, logiciels d'intrusion, cryptographie quantique, les premiers vaccins m-RNA... toutes ces merveilles sont nées de la collaboration entre les sociétés du numérique, les laboratoires biotechnologiques et nanotechnologiques et le complexe militaro-industriel. De même pour le Progetto Genoma Umano, pour deCode en Islande, UmanGenomics en Suisse, IKBiobank en Grande-Bretagne ou CeleraDiagnostics aux États-Unis. « Socialisme de marché » plutôt que « démocratie libérale », le processus de fusion ayant eu lieu en Chine n'est pas différent.

Quand, en avril de l'année passée déjà, un certain professeur du MIT – Institut qui est un véritable incubateur de transhumanistes – prophétisait qu'il n'y aurait pas de « post-pandémie » et que nous devons nous habituer aux laissez-passer digitaux pour avoir accès à certains locaux ou services, que faisait-il d'autre sinon nous informer de ceux sur quoi étaient impliqués ses collègues dans le laboratoire d'à côté ? Il en va de même pour les « prophéties » de Bill Gates, les projets de Amazon ou les annonces d'IBM.

« Si le transhumanisme progresse sans embûches, c'est parce que la technocratie le vend sous les couleurs de la rationalité économique » (et, pourrions-nous ajouter, de l'espérance médicale). « Le projet transhumaniste est *l'autre nom de la croissance* ».

XII. LE GRAND ARSENAL

Quand, en 2003, le néoconservateur George Bush Jr. et le néotravailleur Tony Blair déclarèrent la guerre contre l'Irak sous prétexte que le régime de Saddam Hussein posséderait des armes de destruction massive, et que la « Coalition des Volontaires » participa aux bombardements de l'opération *Enduring Freedom* avec le soutien des médias occidentaux, le mouvement d'opposition dans les rues et les places parla d'un mensonge pour masquer les objectifs de la guerre, et d'une stratégie médiatique planifiée à un niveau internationale. C'était pour tous une explication sensée et matérialiste. Personne ne parla de « complot » et aucun opposant à la guerre ne fut taxé de « complotiste ». Idem il y a quelques mois, lors du soulèvement palestinien contre la politique israélienne d'*apartheid*. Que tous les médias de masse aient présenté les bombardements de Gaza comme une réponse aux raids du Hamas – bombardements dont on peut plutôt discuter du caractère plus ou moins disproportionné –, et que les manifestations dans la moitié du globe en solidarité avec la lutte palestinienne aient été largement passées sous silence n'est bien sûr pas été qualifié de « complot », et ceux qui ont dénoncé une stratégie politico-médiatique bien précise n'ont pas été qualifiés de « complotistes ». Personne n'a pensé à une sorte de loge obscure qui emploierait les gouvernements, les politiciens et les journalistes. Mais à une convergence d'intérêts.

Pourquoi affirmer que la manière avec laquelle a été géré l'épidémie de Covid-19 par quasiment tous les gouvernements répond non seulement à des éléments fonctionnels, mais aussi à une stratégie bien précise serait, dans ce cas, du « complotisme » ?

Le programme de vaccination de quelques milliards de personnes – programme qui implique l'inoculation par doses massives de l'idée que ce serait l'unique solution pour « gagner la guerre contre le virus » – naît de la même convergence de pouvoirs que celle qui a lancé la « guerre contre le terrorisme » pour justifier les bombardements. Bombes ou vaccins, il s'agit de deux mouvements du même quadrant de commandes. La déclaration faite par Joe Biden lors du récent G7 ne pouvait pas être plus claire : « Nous sommes le plus grand arsenal qui nous permettra de vaincre la bataille mondiale contre le virus ». Une bataille dont la « concurrence myope » entre les différentes multinationales pharmaceutiques et l'affrontement géopolitique entre les États tendent, toutefois, à compromettre la valeur. Voilà ce qu'ont écrit les rédacteurs du *The Economist* à ce propos : « Imaginez un investissement qui pourrait offrir un gain de 17 900 % en quatre ans. Non seulement, avec un investissement de départ totalement accessible. Qui, sur cette Terre aurait pu rater une telle opportunité ? La réponse, semble-t-il, ce sont les leaders du groupe des Sept (G7), un club des démocraties riches qui a tenu son sommet annuel cette semaine en

Grande Bretagne. Ne parvenant pas à agir suffisamment vite pour injecter le monde contre le Covid-19 ; ils sont en train de perdre l'affaire du siècle ».

Évidemment, pendant le temps qui s'est écoulé depuis 2003, l'ennemi « n'a ni dormi ni joué ». La machination du pouvoir décisionnel – collecte informatique des données, élaboration des algorithmes et exécution automatisée des commandes – comporte une réduction inévitable du nombre des décideurs. « La science nous l'ordonne » signifie principalement cela. Le fait est si notoire que même des bureaucrates blafards de l'Union Européenne ont réussi à écrire : « Le développement de la robotique peut avoir comme conséquence de concentrer de manière significative les richesses et le pouvoir entre les mains d'une minorité » (*Résolution du Parlement européen sur la robotique*, 16 février 2017).

Certains noms – par-dessus tout la Bill & Melinda Gates Foundation – ou certaines entités – Big Pharma – semblent alors circuler exprès pour mélanger des éléments de vérité et en même temps suggérer une occulte orchestration privée derrière l'Urgence. Ceux qui présentent l'idée d'un Bill Gates grand manipulateur – thèse qui fait son chemin, indubitablement – sont les mêmes chefs de gouvernement qui invitent le fondateur de Microsoft en tant que conseiller extérieur à leur G20 sur la santé et sur les vaccins... Parler de Gates peut être un excellent moyen pour éviter de reconnaître les petits et concrets *destruc-*

teurs de l'humain à l'œuvre dans les départements universitaires dédiés à l'Intelligence Artificielle ou dans les laboratoires de biotechnologies et nanotechnologies financés avec des fonds rigoureusement publics.

Si quelqu'un a envie de consulter l'imposante *The Palgrave Encyclopedia of Imperialism and Anti-Imperialism*, il pourra observer que la critique de l'« impérialisme de la santé et des vaccins » – surtout à travers les *LARC*, les « contraceptifs » à action lente dont le but est d'empêcher pendant des années aux femmes pauvres d'être enceintes – pratiqué par la Bill & Melinda Gates Foundation a déjà été menée il y a de nombreuses années, par des intellectuels et des historiens aussi bien que par des académiciens et des militants. Vandana Shiva n'a bien sûr pas attendu le Covid-19 pour dénoncer l'impérialisme « bienfaiteur » qui vise à faire de nos corps les nouvelles colonies pour l'industrie digitale et pharmaceutique.

Pourtant, il suffit de dire Bill Gates pour que le militant de gauche – y compris quelques compagnons – fronce les sourcils, à moins que n'arrive le brillant théoricien avec son sarcasme sur les plans de Satan... Si ça ce n'est pas de la guerre communicationnelle !

Maintenant, l'engagement déclaré du patron de Microsoft dans un sens neo-malthusien est indéniable (comme par hasard les êtres de trop sur cette planète sont ceux de couleur, tout comme les femmes à stériliser...) ; son financement de toutes les

entreprises engagées dans le développement des vaccins de dernières générations est indéniable ; son programme ID2020 visant à attribuer à tout être humain une identité digitale à travers les tatouages quantiques est indéniable ; ses projets visant à transformer les activités corporelles en propriétés brevetables sont indéniables ; tout aussi indéniable sont ses « prophéties » – qui sont en réalité des *travaux en cours* – qui ressemblent étonnamment aux mesures « anti-Covid » prises par les États membres de l'OTAN.

Ce sont des vérités, au sens d'Orwell (2+2 = 4), quoi qu'affirment à ce propos les technocrates de l'Est et de l'Ouest.

Quand est-ce que ces vérités partielles deviennent des mensonges totaux ? Quand on sépare l'intentionnalité de *certaines* centres de pouvoir de la fonctionnalité – pour *tous* les pouvoirs – de la fuite en avant technologique. Quand les États sont vus comme des pions de la technocratie, alors qu'ils en sont les incubateurs historiques ou les organisateurs politiques et militaires.

Ceux qui administrent l'Internet des choses gouvernent les hommes. Ceux qui gouvernent les hommes administrent l'Internet des choses.

XIII. PETITE NOUVEAUTÉ

Un chapitre en soi – que nous ne pouvons ici qu'ébaucher – concerne la théorie révolutionnaire en temps de Crise. Ceux qui avaient des grilles

interprétatives « éthico-politique » radicales y ont fait rentrer, sans grands efforts, cette petite nouveauté qu'a été l'enfermement social de quelques milliards de personnes. Au fond, l'épidémie de Sars-CoV-2 n'a fait qu'exacerbé la crise du mode de production capitaliste et de son rapport anti-écologique avec la nature ; la gestion technocratique n'est qu'un épiphénomène de la guerre menée par le capital contre les salariés et l'écosystème... Pour un grand nombre de « gens lambda », qui n'ont pas de filtres théoriques préconstruits, cette expérience a au contraire été un choc – et pas uniquement à cause des préoccupations liées à la survie économique. Tout le monde n'a pas intériorisé sans résistance les mesures imposées par la « dure nécessité ». Pour des milliers de personnes, le fait que l'État les empêche de sortir de chez eux et de voir leurs amis et leurs proches, le fait qu'il impose de justifier bureaucratiquement des gestes quotidiens ou qu'il prescrive à travers des décrets d'urgence à combien on pouvait déjeuner et dans quelle maison entrer, a été une preuve de « fascisme », une dictature sanitaire. Que l'usage des catégories dépende de la mesure dans laquelle ces personnes sont exposées à la propagande politico-médiatique ou bien qu'elles sont plus orientées vers les « contre-narrations » diffuses sur internet, cela semble assez évident. Tout comme il est clair que la manière de réagir à une situation inédite dépend de différents facteurs : posi-

tion de classe, instruments culturels à disposition, expériences précédentes de protestations, réseau relationnel etc. Ce que l'on peut observer, c'est que ce sont surtout les personnes de culture moyenne et de gauche qui se sont adaptés avec le plus de convictions aux mesures gouvernementales. Probablement parce qu'elles sont plus sensibles aux appels institutionnels au sens de la responsabilité et à l'argument martelé du « faisons-le pour les plus fragiles ». Mais aussi à cause de l'idée intériorisée selon laquelle l'État exprime l'intérêt général, ou qu'en tout cas c'est l'unique force – bien qu'affaiblie et entravée par les intérêts économiques de certains – en mesure de l'imposer. La peur – de tomber malade ou de prendre une amende – n'explique qu'en partie ce qui est arrivé, tant et si bien que les divergences et les conflits n'ont pas épargné les milieux habitués à la lutte et à la répression. Face à la vaccination, la fracture ouverte avec le premier confinement s'est élargie, plus ou moins suivant les mêmes lignes. Pour certains, le sillon était déjà tracé. De nombreuses familles – souvent de classe moyenne et de culture moyenne, attentives à l'alimentation de leurs enfants et à la médecine alternative, écologiste, adhérents au modèle de pensée non-violents etc. –, demandaient simplement à l'État, dans le fond, de ne pas s'immiscer dans le domaine de l'éducation et du soin. La « loi Lorenzin », qui en 2017 a introduit l'obligation vaccinale pour le compte de Glaxo, a été pour eux une

sorte de cours accéléré de la doctrine de l'État. Ou bien ils ont capitulé face à la logique du fait accompli (c'est-à-dire de la force), ou bien ils ont donné vie à des écoles alternatives, consolidant des liens aux marges de leurs contemporains désormais intégrés. La Crise du Covid-19 a élargi ces sillons. Le refus de l'École à Distance a fourni une occasion supplémentaire de protestation et de création de microcommunauté. Le paradoxe, c'est que ces personnes, plutôt informées sur les vaccins, sur les OGM, sur les soins à domiciles refusés et sur les impacts sanitaires du réseau 5G, trouvent les milieux radicaux bien trop alignés sur la médecine dominante, et ils considèrent que ceux qui n'ont pas pris parti contre le confinement et contre la nouvelle obligation vaccinale sont soumis au « fascisme sanitaire ». Justement parce que les mesures gouvernementales ont exploité à leurs avantages cet « imaginaire apocalyptique qui repose dans l'inconscient social depuis des décennies » – le sentiment de *quelque chose qui plane* est la manière dont les corps réagissent au désastre écologique en cours –, l'expérience de cette année et demi a tenu lieu de *ligne de démarcation*.

Des milliers de prolétaires et de pauvres sont en train de se rebeller contre un monde dans lequel il n'y a pas de place pour eux. D'autres, plus privilégiés et aux prétentions plutôt modestes jusqu'à hier, ne veulent plus être à la place qui leur a été assignée dans le monde. Une partie de la

théorie révolutionnaire, en principe préparée au désastre, a agi en *tranquillisant* (les causes structurelles de l'épidémie, la crise du capital... tout était prévu) plutôt qu'en détonateur de la vie offensée et diminuée.

Les technocrates ont raison sur un point : demain on ne recommencera pas à zéro.

XIV. MESURES ÉCOLOGIQUES

Reprenons à notre manière l'heureuse intuition de Chesterton. Quand « rien ne fonctionne », l'inventaire des solutions les plus efficaces ne sert à rien. Il faut changer la définition même des problèmes. L'utopie est nécessaire.

Ainsi, face à la Crise, des groupes et des mouvements ont commencé à déclarer leurs *programmes*, auparavant laissés en arrière-plan des luttes intermédiaires. Et c'est là qu'a émergée la question : la question de l'État.

Étant donné que le capitalisme ne changera jamais son cap ouvertement écocide, que faire ?

Employer la puissance de l'État pour arrêter cet extractivisme que la transition énergétique et « écologique » ne pourra qu'aggraver. Voilà vers quel point programmatique convergent les staliniens, les décroissants et les léninistes dès que les circonstances les obligent à *parler clairement*. Tandis que les moins radicaux se bercent dans l'illusion qu'il est possible, par le bas, d'insuffler une direction « bien commun » à la planification étatique – arrivé là les tendances se divisent : le

développement doit-il être arrêté ou nationalisé ? –, les plus conséquents visent le « léninisme écologique ». La puissance de l'État ne peut interrompre le profit privé et imposer des plans réellement écologiques que si l'État est intégralement dépouillé de sa nature capitaliste. Laissons tomber ce petit détail qu'est la conquête révolutionnaire du pouvoir politique (armement prolétaire, insurrection, lien entre les mouvements révolutionnaires de différents pays etc.) ; omettons d'imaginer quelles mesures auraient pris ces révolutionnaires s'ils avaient été au pouvoir pendant l'épidémie actuelle... et allons directement au nœud de la question. Ceux qui veulent la puissance, veulent les moyens de la puissance. La machine technologique – concentration du savoir, division hiérarchique et fonctionnelle des rôles, efficacité comme valeur en soi, compétition dans la recherche des solutions les plus efficaces etc. – se développe parce que la force coercitive de ceux qui gouvernent la société augmente. Cette force, comme l'illustre généreusement l'histoire du XXe siècle, exploite les humains dans la mesure où elle pille la nature, et inversement. Cela ne sert à rien de se déclarer anticolonialistes et de reprendre des slogans indigènes parce que c'est à la mode, si l'on ne démonte pas dans son esprit l'histoire du colonialisme. Les communautés indigènes qui vivent dans un rapport d'équilibre avec ce qui les entoure ont été et sont des communautés sans État.

De la même manière que la fable de l'utilisation temporaire et transitoire du pouvoir politique ne s'est jamais réalisée, une révolution qui ne détruit pas *dans son déroulement même* les causes du désastre écologique confierait à l'État aussi bien les moyens pour interrompre l'élan révolutionnaire que les leviers d'une machine extractiviste nécessaire pour assurer la nouvelle division sociale entre dirigeants et exécutés. Résultat : une technocratie teinte en vert.

La destruction de l'État est la mesure écologique qui rend possible toutes les autres.

XV. LIGNE DE PRINCIPE

Probablement, l'inadéquation théorique dans la compréhension de la transformation historique en cours – dans laquelle prend place l'accélération appelée Crise – dépend autant de schémas interprétatifs obsolètes que d'un reste de croyances que la conscience théorique ne parvient pas toute seule à franchir. Nous savons – en observant l'action de l'État au cours de l'histoire ou dans les scénarios actuels de guerre et de domination néocoloniale – qu'il n'existe aucune limite éthique, politique ou juridique à sa politique de puissance (aujourd'hui technocratique). Certaines conclusions nous semblent pourtant *exagérées*. Est-il possible

qu'ils soient en train de sacrifier dans l'immédiat tant d'intérêts économiques pour préparer les conditions de la Grande Transition ? Est-il possible qu'ils aient laissé mourir tant de personnes pour imposer la conviction publique que le Covid-19 est incurable, conditionnant alors les « réouvertures », la « reprise » et le « retour à la normalité » à la vaccination biotechnologique de masse ? Les pratiques d'ingénierie sociale et d'extermination que les États ont réalisées au cours du XXe siècle (moyenne des assassinés : 30 mille personnes par jour) n'ont-elles pas déjà répondu : « Oui, c'est possible » ? Et les moyens à leur disposition n'ont fait que se multiplier et se radicaliser.

Si, dans les années quatre-vingt, un groupe comme les Rote Zora⁵ – expression d'un mouvement révolutionnaire et féministe radicale plus large – attaquait, entre autres objectifs, les centres scientifiques et les laboratoires d'ingénierie génétique, c'est parce qu'il voyait dans ces chercheurs et dans ces instituts la continuation de l'eugénisme nazie. Continuité qui n'était pas seulement biographique (parmi les dirigeants se trouvaient des figures de pointe des programmes scientifiques national-socialistes), mais aussi projectuelle. Cependant, pour saisir la continuité des projets, l'antifascisme était une arme émoussée. Il fallait prêter

5 A ce propos, nous suggérons la lecture de la brochure *Campagne d'attaques féministes contre les biotechnologies. Communiqué des Rote Zora 1982/1988*, paru au cours de l'été 2021.

attention, en plus de l'histoire, aux dynamiques géographiques de la domination. Il n'y a que comme ça que l'on pouvait saisir le lien entre les biotechnologies appliquées à l'agriculture et l'ingénierie génétique appliquée aux êtres humains, entre les programmes de stérilisation forcée des femmes pauvres à Porto Rico au Brésil, ou en Afrique, et la Procréation Médicalement Assistée pour les femmes des pays à capitalisme avancé, entre l'impérialisme des bombes et l'impérialisme des vaccins. La conviction que ces projets inhumains étaient bien réels ne dépendait pas seulement de la documentation recueillie, mais aussi du fait que les Mengele et le programme Aktion T4 étaient des exemples scientifico-étatiques encore dans les esprits. L'attaque et le sabotage d'une ingénierie génétique qui avançait alors au nom du bien-être démocratique et de la santé des populations étaient une résistance concrète contre les nouvelles horreurs en préparation, et à la fois une prise de position éthique contre *les ordres qui avaient déjà été exécutés* : c'est-à-dire un acte de rupture avec les grands-pères et les grands-mères, les mères et les pères qui y avaient collaboré ou qui les avaient laissés passer en silence. Le message de ces engins explosifs et de ces engins incendiaires était aussi : *Jamais plus.*

Pourquoi, aujourd'hui, la documentation sur le fait que les patrons des principales multinationales informatiques sont des transhumanistes

déclarés et actifs nous semble à peine plus qu'un lemme du mot profit ? Pourquoi la nouvelle selon laquelle le développeur en chef du vaccin Oxford-AstraZeneca est un eugéniste connu, partisan de la stérilisation des femmes en Afrique, semble douteuse ou exagérée ? Sans doute parce que le déluge d'informations qui circulent en ligne nous a rendu, non seulement plus passifs encore, mais aussi plus méfiants. Mais surtout à cause du confort relatif dans lequel nous avons été élevés, anesthésique de toute conscience historique.

Moins anesthésiés à cause de leur expérience directe, voilà les mots extrêmes que sont parvenus à écrire, en 1980, deux historiens pas particulièrement extrémistes :

« À l'intérieur de certaines limites établies par des considérations de caractère politique ou militaire, l'État moderne peut faire tout ce qu'il veut de ceux qui sont soumis à son contrôle. Il n'existe aucune limite éthico-morale que l'État ne puisse dépasser s'il désire le faire, parce qu'il n'existe aucun pouvoir éthico-morale au-delà de l'État. Sur le plan de l'éthique et de la moralité la situation de l'individu dans l'État moderne est, en ligne de principe, grosso modo équivalente à celle des internés d'Auschwitz » (George M. Krent, Leon Rappoport, *The Holocaust and the Crisis of Human Behavior*)

XVI. LÂCHER PRISE

« La médecine constitue un des moments d'attaque du corps humain

les plus évidents. Le capital s'explícite à travers ses docteurs et ses savants, armée en première ligne dans la guerre, véritable ultime résolution, que le capital mène contre l'être vivant.

Une maladie, pour le coup, terminale.

Une fois encore, et nous ne nous fatiguerons jamais de le murmurer et de le crier, nous sommes face à un ultimatum : avec l'homme ou avec le capital.

Avec l'homme ou avec la médecine. »

Voilà ce qu'écrivaient, il y a trente ans, Simone Peruzzi et mon ami Riccardo d'Este dans *Medicina maledetta ed assassina* [Médecine maudite et assassine].

Médecine de guerre n'est pas seulement une métaphore guerrière avec laquelle on a justifié la militarisation sociale et la nomination d'un général de l'OTAN au *Commissario straordinario per l'Emergenza*, mais c'est la description d'une réalité effective.

Les métaphores avec lesquelles on représente les corps et les maladies ont toujours été un indicateur social important. Si elles ne nous disent pas ce qu'il arrive concrètement aux corps vivants, elles nous informent cependant assez bien sur comment changent les modes de production et les paradigmes scientifiques. À l'intérieur de certaines constantes – le virus-maladie comme ennemi, les corps comme forteresses en état de siège, le système immunitaire comme organe policier de contrôle et de répression ; dans une cosmogonie

qui sépare l'être humain de la nature, l'homme de la femme, l'adulte de l'enfant, le corps de l'esprit, les représentations dominantes se mettent à jour et se stratifient. La vision du corps comme machine, et de ses organes comme valves, pistons, pompes etc. etc. marque la montée du capitalisme industriel. L'idée selon laquelle les organes sont des bouts remplaçables accompagne aussi bien le fordisme que la naissance de la science des transplantations. Que deviendra le corps dans la société numérique, si ce n'est un flux d'informations ? Le paradigme fordiste ne disparaît pas dans le paradigme informatique : il se radicalise. Ce sont maintenant les tissus, les liquides, les molécules, les gènes et les cellules qui sont détachables, remplaçables et recombinaibles. Et puisque toute la réalité est un flux d'informations, le vivant peut non seulement être recombinaé (biotechnologies), mais aussi connecté (thérapies digitales) grâce à des ponts (nanotechnologies). L'objectif – poursuivi en 2004 déjà, à travers la captation techno-médicale, par le projet Ubimon de l'Imperial College de Londres – est vite dit : « le monitoring universel par l'assistance sanitaire de la communauté ». Des corps-machines dans une société-machine. Ou bien, si l'on préfère des métaphores plus organiques : des poulets à vacciner périodiquement pour qu'ils puissent survivre et produire dans un monde-élevage. Voilà le plus anti-programmatique des programmes : plutôt que de réaliser l'énième Grande Œuvre (politique,

économique, technologique, médicale), *lâcher prise*. Sur nous-mêmes, sur nos semblables, sur les animaux, sur les plantes, sur la Terre.

Saboter les objectifs de la puissance pour ne pas succomber sous ses moyens.

Détruire la destruction de l'humain, en arrêtant ses avant-gardistes et en démasquant leurs serviteurs.

Planète Terre,
début juin 2021

SUR LA NEF DES FOUS

Nous ne nous sommes jamais autant sentis comme le mousse dont Theodore Kaczynski parlait dans son récit *La Nef des fous* que ces derniers temps. L'histoire est bien connue. Le navire - métaphore de la société techno-industrielle - se dirige vers des icebergs contre lesquels il est voué à se briser. Le mousse tire la sonnette d'alarme auprès de ses compagnons de voyage en essayant de leur faire comprendre que changer de cap est le seul choix qui contient tous les autres (où aborder et comment changer les rapports entre l'équipage ; en somme, ces questions de liberté, d'égalité et solidarité qui se posent aux humains depuis que la domination, la hiérarchie et l'exploitation existent). Le reste de l'équipage énumère les problèmes qu'ils jugent bien plus graves et urgents à résoudre : écarts de salaire, racisme, sexisme, homophobie et brutalité envers les animaux. Insistant sur le fait que pour changer la vie sur le navire, il est nécessaire qu'un navire existe toujours - c'est-à-dire que le caractère prioritaire du changement de cap rend toutes les autres justes revendications

secondaires - le mousse devient la cible des tirs croisés de l'équipage : réactionnaire, spéciste, homophobe, sexiste ! Les insultes continuent à résonner tandis que le navire se brise contre les icebergs et coule.

Comme dans *La société industrielle et son avenir* qui l'a précédé (le fameux manifeste d'Unabomber dont, à vrai dire, Kaczynski n'a ni nié ni revendiqué la paternité¹) et dans *Frapper où ça fait mal* et *Révolution anti-tech* qui l'ont suivi, la partie prise pour cible est surtout la gauche, représentée jusqu'au paroxysme par l'équipage du navire. Selon Kaczynski, compte tenu de sa nature « sursocialisée », réformiste et progressiste, la gauche est destinée à devenir la principale béquille du techno-capitalisme, ce dernier cachant ses programmes de déshumanisation à travers ses promesses séduisantes de dépassement de toutes les limites et d'expansion de l'ego. Dire que nous sommes en plein dedans est même banal aujourd'hui.

Le naufrage intellectuel, éthique et pratique actuel de la gauche et de

1 En réalité, un compagnon nous a fait remarquer que dans *Révolution anti-tech*, Kaczynski évoque *La société industrielle et son avenir* en disant « le mien... » (la précision est de nous, 17 novembre 2021).

l'extrême gauche face à la Crise - un système de gouvernement qui fonctionne comme un véritable *accélérateur* de programmes technocratiques - a des racines lointaines. Ayant longtemps considéré le développement des technosciences comme une variable secondaire du conflit de classe - voir carrément un appareil de connaissances et de moyens réorientables dans un sens émancipateur - ne permet pas aujourd'hui d'appréhender les produits concrets qui se cachent derrière l'étiquette avec laquelle ils sont vendus. Vu qu'il est écrit « vaccins » sur l'étiquette, on continue à penser ce qu'on pensait déjà des vaccins contre la variole ou la polio. Le fait que les ARNm soient des plateformes biotechnologiques (*software of life*, dans le langage des généticiens) qui introduisent des informations génétiques dans les corps - et non des virus désactivés ou atténués - semble n'être d'aucunes importances. La critique de la science n'est-elle pas une attitude réactionnaire ? Ils nous ont dit que le passe sanitaire est utilisé pour contenir les infections du Covid-19, et c'est à l'intérieur de ce cadre que l'on débat du pour et du contre. Que les projets de passeports techno-sanitaires - et plus généralement la création d'une identité numérique à attribuer à chaque humain - précèdent à la fois l'épidémie de Sars-Cov-2 et la vaccination de masse sont des « détails » qui ne sont pas pris en compte dans le débat. On peut en dire autant des analyses consacrées au Plan National de

Relance et de Résilience. On y voit la poursuite des politiques néolibérales habituelles, auxquelles on assimile sans difficulté la numérisation de l'industrie, de l'agriculture, de l'administration publique et de la santé. Pourtant, il en faudrait peu pour comprendre qu'aujourd'hui l'Intelligence Artificielle et ses algorithmes sont le *moteur* de la finance, de la production, de la communication, de la logistique, de la recherche médicale et de l'agrobusiness. Voici quelques exemples.

« Plus de 40 % de l'activité en ligne est déjà gérée par des robots. L'Internet des Objets accélère naturellement l'activité non humaine : en 2023, les connexions entre machines (appelées aussi M2M, « *machine to machine* »), notamment dans les maisons hyperconnectées et sur les voitures intelligentes, devraient représenter la moitié des connexions sur le Web ».

« Dans le secteur financier, la spéculation automatisée représente 70 % des transactions mondiales et jusqu'à 40 % de la valeur des titres échangés. On passe d'un réseau utilisé par et pour les humains à un Internet géré par, et peut-être pour, des machines [corollaire écologique : « le fait est que les fonds contrôlés par les machines détruisent plus l'environnement que ceux contrôlés par les humains »] ».

« En 2017, un fonds hongkongais, Deep Knowledge Ventures, a annoncé la nomination d'un robot, baptisé Vital, au sein de son conseil d'adminis-

tration. Aucune décision ne sera prise sans comparaison avec son analyse ».

(Les citations sont tirées de *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like* de Guillaume Pitron).

L'iceberg vers lequel le navire va s'écraser n'est donc pas seulement l'effondrement écologique, mais l'expulsion des humains des choix et des conflits de la vie. En effet, le premier est accéléré par le second, tandis que le second dissimule le premier derrière un manteau *green*.

Bien qu'elle se termine d'une façon tragique, la fable de Kaczynski donne une représentation caricaturale et rassurante du conflit social. Les protagonistes de l'histoire sont au nombre de trois : la démesure techno-industrielle, la clarté du moussé et la myopie belliqueuse du camp progressiste. Sur la nef des fous réelle, les choses sont toutefois très différentes, comme le montrent de manière particulièrement claire ces derniers mois en Italie et dans le monde. Il y a une partie de l'équipage qui n'insulte pas le moussé, mais l'encourage avec des propos obscènes : « Tu as raison, changeons de cap ! Soustrayons le navire aux destinées imposées par l'élite mondialiste et faisons à nouveau de l'équipage - capitaines, cuisiniers et moussaillons - une Nation authentique ! ». Tandis que quelqu'un d'autre, s'adressant aux marins qui se plaignent, renchérit : « Ce sont vos idées sur le genre et contre la famille

traditionnelle qui nous poussent droit vers l'iceberg ! ». En somme, il est beaucoup plus difficile d'endosser le rôle du héros (aussi tragique soit-il) dans le monde réel des conflits. La simplification opérée par Kaczynski n'est pas un oubli, mais un choix bien précis. Dans ses différents écrits, en effet, ce qu'il reproche à la droite c'est de ne pas être véritablement contre le progrès techno-industriel, mais seulement contre certaines de ses manifestations. Or, Kaczynski n'est pas un anarchiste, comme en témoignent les exemples historiques qui, selon lui, devraient inspirer une révolution anti-technologique : les modèles politiques et organisationnels des jacobins et des bolcheviks. Bref, une fois le but fixé (la démolition du système technologique), le chemin vers le but repose sur un seul critère : l'efficacité, sans aucune considération sur le rapport de cohérence éthico-pratique entre les moyens et les fins. Ce qui non seulement reproduit pleinement le machiavélisme typique des révolutionnaires autoritaires, mais accepte inconsciemment l'un des fondements de l'appareil des technosciences lui-même, à savoir l'efficacité des résultats comme une valeur en soi. Il est assez curieux que cette contradiction ait été peu soulignée par les éditeurs de ses écrits (qu'il s'agisse de surréalistes, de l'Encyclopédie des Nuisances, des anarchistes primitivistes ou des anarchistes *tout court*). Il ne fait pas le moindre doute que le *centre* de l'analyse de Kaczynski concerne l'ensemble des problèmes qu'une

personne aspirant à la transformation radicale de la société ne peut ignorer. Mais la question de savoir *comment* et *avec qui* mettre en œuvre ce changement n'est certainement pas de moindre importance. Étant donné que tant de gens de gauche ont littéralement *confiné* leurs cerveaux, acceptons-nous alors pour cette raison les collaborations avec les réactionnaires ? Et qui sont, aujourd'hui, les réactionnaires ?

La critique radicale de la techno-industrie précise et actualise la critique anarchiste historique de l'État, des classes, de la hiérarchie. Mais elle ne la remplace pas.

Aujourd'hui le contexte est plus boueux que jamais. Si d'un côté même des pans du mouvement libertaire glissent sur le terrain du transhumanisme (il y a carrément des techno-fous qui ont rédigé un véritable Manifeste anarcho-transhumaniste...), de l'autre les rouges-bruns – plus ou moins masqués – qui nous font des clins d'œil ne manquent pas. Cette boue est *profondément historique* (le produit d'une certaine phase du capitalisme et d'une attaque sans précédent contre toutes les facultés humaines : les perceptions, les sentiments, la pensée, les corps, la capacité de s'associer...) et on ne la sape pas simplement avec les anathèmes ou avec certaines listes préventives d'*anti-* (fasciste, sexiste, raciste etc.). Encore moins avec les réflexes pavloviens : si les réactionnaires se précoc-

upent *eux-aussi* de certains thèmes, alors nous parlons d'autre chose.

La mobilisation contre le passe « sanitaire » est, de ce point de vue, un bon indicateur (à la fois de l'approche des icebergs, et des humeurs qui serpentent au sein de l'équipage du navire).

Les termes du conflit (l'imbrication de l'expérimentation biomédicale et l'extension du contrôle numérique), son nouveau caractère « monstrueux », ainsi que le fait que les positions d'une grande partie de l'extrême gauche favorisent le jeu des fascistes, des rouges-bruns et des réactionnaires divers : tout cela était facilement prévisible. Non pas grâce à on ne sait quelle sagacité de la théorie révolutionnaire, mais sur la base de deux éléments pouvant être obtenus en observant les *dynamiques* au lieu de s'enfoncer dans les détails. Le premier élément est que le commandement technocratique, une fois le « pilote automatique » déclenché, déclare comme « hypothèse à ne pas exclure » ce qu'elle est *déjà* en train de réaliser, rendant ainsi ses déplacements prévisibles. Le second est tout simplement l'inverse du premier : si l'on ne fait pas sauter la totalité du « chronogramme » (d'abord le confinement *avec les usines ouvertes*, puis le couvre-feu, puis la nomination d'un général de l'OTAN comme commissaire extraordinaire de la Crise...), par une étrange cohérence au rabais on accepte aussi le passe sanitaire,

qui est pour l'instant le dernier mouvement du quadrant de commande.

Voici quelques éléments de réflexion :

« Peu importe que le Parlement européen ait accepté d'utiliser des vaccins et des traitements anti-Covid à base d'OGM : après des décennies de luttes pour interrompre l'entrée d'OGM dans l'agriculture et dans nos assiettes, désormais, en raison de l'énorme menace du coronavirus, ceux-ci seront injectés avec beaucoup de naturel directement dans nos corps – au milieu de l'acclamation générale ! -, avec des conséquences imprévisibles. Peu importe si tout cela signifie une restriction des quelques libertés dont nous disposons ; car au-delà des bavardages sur l'obligation ou non, sommes-nous certains qu'il n'y aura aucune sorte de sanction (autre que des amendes, des limitations des déplacements, etc.) ? » (« L'impazienza », n° 4, octobre 2020).

« Le message est clair : si vous ne l'acceptez pas volontairement par « esprit de responsabilité », nous vous forcerons à l'accepter. Peut-être pas avec une obligation directe, mais avec une coercition indirecte : le gouverneur de la Campanie a déjà préparé une nouvelle carte sanitaire qui permettra uniquement aux vaccinés d'avoir accès à certains lieux ou services. Bref, le système chinois de « crédit social » se rapproche » (*Note urgente contro la campagna militar-vaccinale*, ilroves-

cio, janvier 2021).

« Les événements de Capitol Hill augmenteront l'attrait « anti-système » du trumpisme même dans des secteurs moins (ou pas du tout) bourgeois. [...] La manière dont nous répondrons aux mesures gouvernementales sur le Covid-19 (à commencer par la campagne « militaro-vaccinale ») déterminera lourdement dans quelle direction ira l'affrontement. Pensons-y. Vraiment » (*Sui fatti di Capitol Hill*, ilrovescio, janvier 2021).

« Nul autre qu'un rejeton des Kennedy a harangué la foule [à Berlin] contre la « dictature sanitaire » appelant de fait à soutenir les champions de la liberté basés à Washington. Ceci n'épuise évidemment pas les raisons et surtout l'hétérogénéité de la composition sociale de la contestation, qu'il convient de revitaliser à la suite d'une campagne de vaccination par ARNm qui semble de plus en plus revêtir les caractéristiques d'une expérimentation biopolitique à grande échelle » (d'une note contenue dans *Dopo Trump* de Raffaele Sciortino, janvier 2021).

« Supposons alors qu'une infirmière et un enseignant inscrits dans ce syndicat [USB] décident de refuser de se faire vacciner à l'ARNm et que pour cela ils sont menacés de sanctions ou de licenciement : comment seront-ils défendus par ceux qui les considèrent comme des malades mentaux qui ne comprennent qu'avec « un peu de

frayeur » ? Si ces derniers n'ont pas une forte « conscience politique », mais ne font pas confiance à la science d'État, ils se tourneront peut-être vers un groupe qui se déclarera contre la « dictature sanitaire ». On s'étonne ensuite des succès du trumpisme même parmi les prolétaires... » (*La posta in gioco*, ilrovescio, février 2021).

« Renvoyer à l'expéditeur le caractère obligatoire [de la vaccination pour le personnel de santé] est important pour tout le monde : sinon, dans peu de temps, sans le passe vaccinal, vous n'irez même pas au restaurant... » (*Fermiamo la Vaccelerazione*, Colletivo salute e libertà, avril 2021).

Avant de s'attarder sur les « manifestations anti-passe sanitaire » comme *prisme* de cette phase historique, prenons un peu de recul et tentons de renouer quelques fils.

Ces dernières années, nous avons consacré quelques analyses à ce que nous avons appelé la *mobilisation réactionnaire*. Nous ne parlions pas d'un prétendu risque de retour à des modes de gouvernement fascistes - l'enveloppe démocratique reste la forme la plus adaptée à la dictature des capitalistes, des technocrates et des militaires - mais plutôt aux sentiments qui s'agitent dans la société et aux expressions que prennent les protestations. Désormais, ces sentiments et ces expressions ne se distinguent pas nettement des illusions réformistes et légalistes, mais ils ont certaines

spécificités qui actualisent certains « mythes » historiquement fascistes et qui reflètent en même temps les conflits en acte entre les différentes factions du capital et du pouvoir. Pensons au concept de « producteur » de Mussolini par opposition à celui de « spéculateur ». Le « producteur » au sens fasciste - la version *nationalisée* du discours proudhonien et sorélien - inclut à la fois le salarié et le capitaliste comme figures complémentaires et nécessaires à la richesse nationale. Le « syndicalisme national » est donc cette forme de marchandage par laquelle s'effectue la synthèse entre les intérêts des travailleurs et ceux des chefs d'entreprise. La spéculation financière est au contraire l'entreprise apatride dont les profits pillent les nations au lieu de les enrichir. Ce sont précisément des « mythes », car dans le monde réel du profit, il n'y a aucune séparation entre le capitalisme industriel et le capitalisme financier. Il existe aussi une version *de gauche* de ces « mythes », qui n'est pas seulement celle de Togliatti, mais aussi de Gramsci : la classe ouvrière comme sujet historique pouvant pleinement réaliser les intérêts de la nation, contre une bourgeoisie qui ralentit, par ses propres besoins de profit, le développement de la production et de l'industrie *nationales*. Le fait que la « souveraineté » actuelle soit un Janus à deux visages - avec un visage à droite et un à gauche - n'est pas surprenant. L'illusion de pouvoir opposer les intérêts nationaux - et *dans ce contexte* retrouver un plus grand pouvoir de

négociation vis-à-vis de son patronat - à la « dictature » du capitalisme financier « mondial », dont la férocité est directement proportionnelle à l'intelligence des machines qu'il incorpore, n'est pas tirée par les cheveux : c'est le reflet des difficultés prolétariennes à se battre au niveau international et des prolétaires qui se conçoivent et se battent *en tant qu'humains*.

Le processus historique croisé de numérisation de la société et d'ingénierisation des corps attaque les facultés de l'espèce humaine dans la mesure où il enfonce son talon de fer classiste. Ce sont des corps pauvres et de couleur qui doivent s'user dans les mines de coltan, dans les champs d'OGM ou dans les entrepôts logistiques pour que le capital total puisse s'aliéner toute l'humanité. C'est à cause du rôle qu'ils jouent dans la société - et certainement pas pour leurs prétendues vertus intrinsèques - que les exploités ne peuvent se libérer qu'en libérant l'humanité - *et inversement*.

À ce stade, faisons une incursion rapide dans la protestation contre le « *passé sanitaire* ».

Pourquoi un véritable « mythe » des dockers s'est-il formé au sein d'une mobilisation interclassiste à la recherche de « contre-pouvoirs » plus illusoire les uns que les autres (la Constitution, la justice, les bons policiers, Nuremberg...) ? Certainement pas à cause de l'idéologie de tel ou tel

travailleur du port, mais parce que les dockers peuvent nuire à l'économie et donc au gouvernement ; parce qu'ils peuvent se blesser sur leur lieu de travail ; car leur action peut être efficace sans être « violente » (le tabou de la « violence » accompagne toutes les manifestations de masse depuis des décennies, du moins ici en Italie). Mais la participation d'un secteur de classe et d'un élément de force ne suffit pas à lui seul à dissiper les illusions « souverainistes ». Et il est ridicule de séparer de manière manichéenne les ouvriers d'une part et les forces réactionnaires ou fascistes de l'autre ; non seulement parce que, trivialement, même les fascistes peuvent être des salariés, tout comme les exploités peuvent avoir des idées réactionnaires, mais aussi parce que c'est précisément sur le rapport entre les individus, la classe et l'humanité qu'agissent aussi bien la mobilisation réactionnaire en acte depuis un moment et l'idéologie démocratique. Sans un élargissement du conflit - et nous étendons ici un pitoyable voile sur ces secteurs du syndicalisme de base qui ont délibérément choisi de ne pas mener la bataille sociale contre le passé sanitaire *sur leur propre terrain*, préférant les recours aux prud'hommes pour obtenir des tests gratuits payés par les entreprises -, l'ouvrier (même lorsqu'il est mû par un sens de la solidarité juste et louable) est entouré de vampires : aussi bien ceux qui font de lui un porte-drapeau de la Constitution que ceux qui font de lui un « héros de la nation » contre les « élites mondia-

listes » (c'est d'ailleurs au milieu des premiers que les seconds savent habilement se cacher). Le vampirisme fait son chemin en offrant un soutien matériel, par exemple en fournissant cette couverture pour les grèves que ni la base ni les syndicats d'État ne voulaient garantir. C'est le cas de la FISI (Fédération italienne des syndicats intercatégories), née de la convergence entre des fascistes déclarés et certains éléments issus de la « souveraineté de gauche ». Ajoutons le travail systématique des médias pour « périmétrer » la protestation contre le passe en trébuchant continuellement sur les équations anti-passe sanitaire = no-vax = théories du complot = extrême droite², assaisonnés de l'alerte « antifasciste » la plus grotesque et mensongère (en défense, pour changer, de la Constitution, c'est-à-dire concrètement : *de l'unité nationale*) et le brouillard se fait plus dense encore.

Bien qu'il ne manque pas, en Italie

comme au niveau international, de véritables *think tanks* du complot (et leur influence se reconnaît facilement aux discours qui circulent dans les manifestations), le soi-disant « complot » - un mot qui est désormais un véritable dispositif conceptuel dans la guerre psychologique menée par la machine politico-militaire-médiatique contre toutes les formes de résistance - est aussi l'expression d'un besoin social : celui d'expliquer les événements historiques de manière simplifiée. La raison n'est pas mystérieuse. La conclusion que seule une rupture révolutionnaire peut préserver la Planète et notre humanité commune n'est pas seulement démodée, elle est aussi difficile à décliner dans la solitude des combats personnels quotidiens contre le capital total. Il est certainement plus rassurant d'attribuer la perte vertigineuse de tout pouvoir sur sa vie et son corps à Bill Gates ou aux transhumanistes de Google qu'à la dynamique structurelle de tout un système social. Mais cela ne

2 Parmi les innombrables exemples possibles, nous en choisissons un local. Le 10 octobre, à Trento comme dans beaucoup d'autres villes, un rassemblement de solidarité s'est tenu devant la CGIL en réponse aux événements de Rome. À cette occasion, un groupe d'anarchistes s'est présenté avec une banderole sans équivoque : « Pas de fascisme / Pas de passe sanitaire / Landini larbin ». En rapportant l'incident, les médias n'ont pas utilisé les catégories habituellement mobilisées pour des épisodes similaires : sinon précisément « anarchistes », en tout cas « radicaux » (peut-être « fauteurs de troubles », « violents » et même « terroristes », mais *de ce côté-là*). Dans la « nouvelle normalité », cependant, on ne peut pas vraiment faire savoir que c'est *ce côté-là* qui prend parti contre les fascistes, contre Landini et contre le passe. Qui était-ce alors ? En deux mots : « un petit groupe de novax, anti-masque, anti-passe sanitaire ». Ne pouvant pas dire « fascistes », il faut encore faire allusion à des gens ambigus et troubles, pas comme des anarchistes !

s'applique pas seulement aux manifestants « anti-passe sanitaire ». Cela vaut également pour les travailleurs qui attribuent leur licenciement à la rapacité spéculative particulière de la multinationale qui ferme une usine hautement productive, demandant au gouvernement d'intervenir contre un tel « scandale ».

Plus nous nous éloignons du conflit économique-syndical et progressons vers des champs de bataille qui nécessitent un jugement éthico-social sur le monde dans lequel nous vivons, plus les schémas sautent. Les projets transhumanistes (qui correspondent bien à certaines fractions du capital, mais qui tracent la voie de toute domination capitaliste³) ne sauraient s'opposer à la négociation syndicale plus ou moins radicale dans ses formes, mais plutôt à une vision de l'humain, de la nature et de l'histoire. Et c'est là que le progressisme de gauche montre ses points communs avec ce que la techno-industrie prétend poursuivre (un cadre de Google peut sans risque détester la discrimination fondée sur le sexe, car pour lui les êtres humains sont tous pareils :

des machines). Mais c'est aussi là que la critique révolutionnaire des technosciences partage à son insu le « non » avec l'extrême droite et avec l'intégrisme catholique (à propos par exemple des manipulations génétiques). Et c'est toujours là que les protestations contre le changement climatique croisent les besoins d'un certain capitalisme d'investir dans les nouvelles technologies (les technocrates ne font pas du tout « bla, bla, bla », mais transforment chaque crise en une fuite en avant vers la conquête de nouveaux espaces de profit et de domination). Voilà donc qu'un premier ministre atlantiste peut même se permettre de remercier les militants contre le changement climatique (car ils « montrent la voie »), ce qui permet aux bruns et aux « rouges » pour qui l'alternative est Poutine de présenter ces mêmes militants comme les pions de l'élite mondialiste...

Or, certaines prétendues « convergences » ne sont pas une nouveauté historique en absolu. Leur exploitation par les différentes factions capitalistes en guerre ne l'est pas non plus. Face à l'insurrection hongroise

3 Pour ne pas être le premier à *prendre au mot* les promesses totalitaires de la techno-industrie, il faut garder à l'esprit que cette « voie » se heurte à la fois à des déterminants écologiques (le dispositif numérique repose sur une logique de plus en plus féroce et a besoin d'une quantité d'électricité croissante) ainsi qu'à des déterminants socio-capitalistes. La pénurie de puces électroniques et les ruptures des chaînes logistiques mondiales *just-in-time* - ainsi que la grève non déclarée de millions de prolétaires aux États-Unis qui refusent de travailler sous certaines conditions - sont là pour démontrer que la machinisation du monde et des humains est un processus qui est tout sauf linéaire et sans obstacles.

de 1956, les anarchistes révolutionnaires et les marxistes, qui la défendirent *en tant que prolétaire, anti-bureaucratique et anti-capitaliste*, ont dû défier les lignes transversales et les pièges de toutes les idéologies. En effet, les staliniens présentaient les rebelles hongrois comme des fascistes, les atlantistes comme des démocrates et les fascistes comme des nationalistes et des anticommunistes. Non pas qu'à Budapest comme dans les autres villes de Hongrie, il n'y ait eu aucune référence à la démocratie ou aux drapeaux nationaux (ou ceux des « blancs », des monarchistes, etc.), mais c'est un autre élément qui effrayait à la fois les maîtres de l'Est et de l'Ouest : une révolte d'ouvriers armés déterminés à « agir par eux-mêmes ».

Aujourd'hui, face à l'attaque féroce contre les conditions des salariés et contre les facultés des humains en tant que telles, les tirs croisés et les pièges deviennent encore plus subtils. Ainsi, alors qu'une version atténuée du traitement longtemps infligé aux animaux dans les élevages industriels est appliquée à l'homme (si – comme quelqu'un l'a noté avec perspicacité – on insère directement aux animaux des puces électroniques à travers la vaccination afin de pouvoir les tracer avec des scanners, on impose aux humains d'exhiber en permanence un QR code pour pouvoir vérifier via une *app* s'ils ont été vaccinés), des milliers de « bons à rien » dénoncent que le but est le contrôle des popula-

tions, étant alors tournés en dérision par certains intellectuels et militants de gauche pour qui le laissez-passer techno-sanitaire ne serait en rien différent du permis de conduire...

Que suggère le fait que les manifestations contre le « passe sanitaire » sont peut-être parmi les plus criminalisées, mystifiées, déformées et ridiculisées au cours des dernières décennies ? La crainte que, parmi la saleté de certaines de ses formes immédiates, se développe une résistance généralisée au monde-machine (dans lequel les ordres numériques ne se discutent pas : ils sont exécutés). Que cette résistance se nourrisse de « mythes » démocratiques, réactionnaires ou égalitaires, de la Constitution, de Saint Michel Archange ou de Ned Ludd, est un élément secondaire pour les technocrates (depuis quand est-ce qu'ils ont des principes, ceux-là). Le crime d'une telle résistance est simplement *d'exister*.

La Crise renforce le paradigme cybernétique dans tous les domaines. La cybernétique - qui est, comme l'étymologie le suggère, l'art du pilotage - est historiquement issue de la fusion de différents secteurs : le complexe militaire, l'organisation scientifique de la production et la psychologie comportementale, déterminée à devenir une véritable *physique sociale*. C'est « l'utopie capitale » d'obtenir des données toujours plus « exactes » sur les comportements humains afin d'organiser l'ensemble du système social

de manière scientifique et rationnelle. Autrement dit, faire de la société un laboratoire permanent dont la gestion doit être confiée à des experts. L'intention affichée est de supprimer la « politique » - dont les désaccords découlent de la multiplicité des opinions et des jugements de valeur, ainsi que de la répartition trop désinvolte des rôles de leadership et d'exécution. À un tel chaos humain, trop humain, la machine cybernétique oppose des critères d'organisation « objectifs » - c'est-à-dire non contestables. Pour réaliser cette « utopie » - un laboratoire qui fonctionne sans obstacles - il faut dépasser deux barrières culturelles : le « mythe » de l'individualité et celui de la nature. Avec ce qui en découle : décomposé en faisceaux de réactions qui caractérisent leur vie, les êtres humains peuvent être éduqués et organisés par un système précis d'incitations et de dissuasions ; il n'est pas possible d'assigner à l'avance des limites éthiques et sociales (c'est-à-dire « subjectives ») aux expériences scientifiques. *On procède et on avise au fur et à mesure.* L'invention de l'ADN a fourni à ce programme de décomposition de l'unicité des individus une sorte d'exactitude moléculaire : le génome avec ses lois. Pour démanteler toute idée de « nature » (ce « tissu de nécessité » sur lequel les humains peuvent bien intervenir, mais qu'ils ne peuvent ni abolir ni *fabriquer*), d'autre part, la cybernétique a mis les apports de la philosophie post-structuraliste à son service. Le développement des technologies numériques et

du génie génétique - avec la présence discrète des militaires - est alors parvenu à réduire toute la réalité à un flux d'informations. Et pour ceux qui s'opposent aux principes (religieux, humanistes ou révolutionnaires), les anathèmes sont déjà prêts : « essentialistes » et réactionnaires. Pour ceux qui n'ont pas de principes, cependant, il n'y a pas de limites, mais seulement le calcul des coûts et des bénéfices.

Comme Simone Weil en avait eut lucidement l'intuition, si l'on glisse des « devoirs envers l'être humain » - ces *principes* pour elle surnaturels et pour nous on ne peut plus terrestres - à la négociation de « droits » sur la base de ce qui est *techniquement réalisable*, nous avons déjà inconsciemment pénétré dans le Laboratoire.

Le paradigme cybernétique avance toujours au nom d'un bien plus grand. D'autre part, comme le soulignait il y a quelques années l'écrivain afro-américain Ta-Nehisi, « il n'y a jamais eu d'âge d'or où les méchants ont fait leur travail en l'étalant aux quatre vents en tant que tel ». Pour cette raison, à la question du maître de savoir si le droit individuel à la liberté ou le droit collectif à la santé doit prévaloir, il faut résolument refuser de répondre. Notre *classisme* ne conteste pas simplement telle ou telle mesure gouvernementale, mais le fait même que l'État se présente comme le garant du « bien commun » ; notre *humanisme* repose sur une *autre* idée à la fois de la liberté et de la santé.

Puisque le capitalisme ne peut - sous peine de s'abolir - supprimer les causes structurelles des épidémies (déforestation, concentrations urbaines de plus en plus disproportionnées, agriculture intensive, alimentation frelatée, attaque chimique constante du système immunitaire, etc.), il ne fait alors qu'en amortir les effets. Ce faisant, il impose évidemment des mesures qui suivent des directives de classe - et de genre - très précises, tout en demandant à la technoscience de préparer des remèdes

pour *avancer*. Les remèdes que la techno-industrie met à disposition ne reflètent pas seulement les intérêts et la concurrence qui ne peuvent pas être éliminés dans le système capitaliste, mais intègrent toujours une certaine vision de l'humain, des corps et de la nature. (Comme nous l'avons vu plus haut, cette vision a longtemps été interne au paradigme cybernétique, dans lequel tout - de l'infiniment grand à l'infiniment petit - est considéré comme un flux d'informations⁴). Mais il se passe autre chose entre l'objectif de préservation du système

4 Nous vivons depuis longtemps à l'ère des peurs, dans cet enchevêtrement d'angoisse et de fascination qui rend si attrayantes les séries ou les films dystopiques (dans lesquels on prend toujours le parti des rebelles). Comme cela a été noté, la crainte que des micropuces soient insérées dans les corps par le biais de vaccins OGM est sans aucun doute paranoïaque, mais qui peut exclure qu'il s'agisse d'une paranoïa en avance sur son temps ? En Suède, dix mille personnes se sont volontairement fait implanter des micropuces sous la peau. Quant au « contexte culturel », il y a fort à parier que beaucoup jugeraient déjà *plus pratique* d'entrer dans un bar en montrant son bras au lieu de devoir sortir son smartphone avec son QR code. Est-il vraiment plus « rationnel » de considérer que les tests à grande échelle de technologies génétiques sont totalement inoffensifs, que d'exagérer de manière paranoïaque leurs objectifs ? Quelles sont alors les conséquences prises en considération dans le fameux calcul des risques et des bénéfices ? Une enquête qui traite des effets sociaux globaux ne mériterait-elle pas le nom de « science » ? Parmi ceux-ci, nous pouvons déjà comprendre le fait que les OGM ont été immédiatement étendus - bien qu'en silence - également dans l'agriculture ; que les premières greffes sur l'homme d'organes animaux génétiquement modifiés ont été réalisées pour éviter les réactions de rejet ; etc. Mais c'est surtout l'*idée cybernétique du vivant* qui gagne du terrain, comme le montre l'accélération à la fois des thérapies numériques et de la télémédecine.

Enfin, deux mots sur la science et la démocratie. Le pays idéal pour les scientifiques n'est en aucun cas le « plus démocratique », mais celui qui leur accorde la plus large « liberté d'expérimentation ». Les généticiens ou microbiologistes américains et européens envient leurs collègues chinois parce qu'ils sont capables depuis longtemps de cloner des embryons humains ou parce que dans leurs recherches sur « l'augmentation de fonction » des virus (comme ceux menés dans le laboratoire de Wuhan) ils n'ont même pas l'inconvénient de contourner une commission bu-

et les moyens technoscientifiques mis en œuvre pour atteindre cet objectif. La technoscience ne se contente pas de mettre ses innovations à disposition pour résoudre toute « crise », elle fait aussi de la « crise » une opportunité incontournable pour « dédoubler » ces innovations qu'elle n'aurait pas pu imposer *suivant des rythmes plus normaux*. Précisément parce que « l'utopie capitale » va jusqu'à fabriquer elle-même la matière vivante (y compris les corps), un *nouvel humanisme* s'impose pour résister à cette tempête qui souffle encore plus féroce pendant les crises.

Les mois que nous vivons sont véritablement « une chronique qui sent bon l'histoire » (Stefania Consigliere). La logique cybernétique du *problem solving* n'est pas seulement le point vers lequel converge le techno-capitalisme, mais aussi la « boîte noire de données » qui permet aux dirigeants de justifier toute mesure classiste et anti-humaine au nom de « l'objectivité » et de la « dure nécessité ». Ayant entre les mains un outil capable d'éliminer toute dissidence (ce ne sont pas des opinions, ce sont des chiffres !), pourquoi les capitalistes et les technocrates devraient-ils y renoncer sans que des conflits sociaux les y obligent ? Ne sommes-nous pas déjà entrés dans une « crise clima-

tique » ? Les anticapitalistes voudraient-ils être confondus avec les « négationnistes » du réchauffement climatique ? Dans ce jeu de rôles truqué, il n'y a pas de place pour ceux qui affirment, avec le poète : « Je refuse de mettre de l'ordre dans une porcherie ».

La « boîte noire de données » - que nous ne pouvons pas démentir car nous ne pouvons pas la contrôler - est désormais en charge du navire. De quoi pouvons-nous être sûrs, pauvres mousses, sinon de l'expérience que nous vivons ensemble dans la lutte pour changer de cap ?

La bonne nouvelle, c'est que les idées - après des décennies où l'on pouvait se prononcer à peu près sur tout et rien - sont obligées de s'incorporer aux gestes du quotidien, de prendre forme dans des *minima moralia* bien reconnaissables (ne pas respecter le couvre-feu, ne pas renoncer aux câlins, ne pas télécharger le passe sanitaire...).

Lorsque, comme l'écrit Ingeborg Bachmann dans l'un de ses splendides poèmes, « l'inédit est devenu quotidien / et que l'ombre du réarmement éternel couvre le ciel », il n'est plus possible d'éviter ou de transiger. Il faut choisir.

reaucratique de « bioéthique ». Comme l'histoire l'illustre généreusement, le Laboratoire a une moralité autosuffisante. Les prétendues valeurs humanistes restent dans les vestiaires, avec les habits de civils.



Ces thèses sont une sorte d'arrière-plan sur lesquelles placer les différents positionnement par rapport à la « crise sanitaire », aux vaccins de l'ingénierie génétique, à la technoscience, au « complotisme », au passe sanitaire et au monde de la contrainte digitale. S'il y a quelque chose que la guerre actuelle contre les cerveaux (et les corps) est en train d'accomplir, c'est sans aucun doute la condition dans laquelle chacun se retrouve à devoir penser par lui-même sans schémas hérités et rassurants. La pente sur laquelle nous nous trouvons provient de l'enchevêtrement entre le processus d'atomisation social suite à la défaite des précédents cycles de lutte et l'impact sans précédents de la démesure techno-industrielle (dont l'objectif est « d'enfermer l'humanité dans sa prison technologique et de se débarrasser des clés »).

